

Schéma pluriannuel de stratégie immobilière de l’Inrap (2013-2017)

PROJET

PREAMBULE	3
1. L'activité archéologique	3
2. L'organisation de l'Inrap	4
PARTIE 1 – DIAGNOSTIC DU PARC IMMOBILIER	5
1. Principales caractéristiques du parc et des modalités de sa gestion	5
1.1. Présentation générale du parc immobilier	5
1.2. Répartition géographique des implantations actuelles.....	5
1.3. Les moyens mobilisés sur la fonction immobilière	6
2. Présentation du parc immobilier actuel	6
2.1. Particularité du parc immobilier.....	6
2.2. Présentation générale des implantations actuelles	8
2.3. Diagnostic des locaux du siège.....	13
2.4. Diagnostic détaillé des implantations territoriales.....	15
2.4. Diagnostic détaillé des implantations territoriales.....	15
PARTIE 2. STRATEGIE D'OPTIMISATION DU PARC IMMOBILIER.....	16
PARTIE 3 – ANNEXES	17
1. Annexe 1. Direction interrégionale Centre – Ile-de-France (CIF).....	18
2. Annexe 2. Direction interrégionale Grand-Est Nord (GEN).....	24
3. Annexe 3. Direction interrégionale Grand-Est Sud (GES).....	29
4. Annexe 4. Direction interrégionale Grand-Ouest (GO).....	35
5. Annexe 5. Direction interrégionale Grand-Sud Ouest (GSO).....	41
6. Annexe 6. Direction interrégionale Méditerranée (MED)	51
6. Annexe 6. Direction interrégionale Méditerranée (MED)	51
7. Annexe 7. Direction interrégionale Nord-Picardie (NP).....	57
8. Annexe 8. Direction interrégionale Rhône-Alpes Auvergne (RAA)	61
9. Annexe 9. Direction de projet Canal Seine – Nord Europe (CSNE).....	64
10. Annexes 10. Fiches bâtimentaires bureaux.....	65

PREAMBULE

Pour poser un diagnostic sur le parc immobilier de l'institut et en apprécier les forces et les faiblesses, il convient au préalable de rappeler les missions et les activités de l'établissement.

Établissement public administratif, l'Inrap a été créé en application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive et son statut est précisé par les articles R.545-24 à R.545-59 du code du patrimoine. L'institut assure la détection et l'étude du patrimoine archéologique susceptible d'être affecté par les travaux d'aménagement du territoire. Il exploite et diffuse l'information auprès de la communauté scientifique et concourt à l'enseignement et à la valorisation de l'archéologie auprès du public.

Issu de l'Association pour les fouilles archéologiques nationales (Afan) créée en 1973, l'Inrap réalise chaque année quelque 2 000 diagnostics archéologiques et plus de 250 fouilles. Ces travaux incluent les recherches de terrain et les études consécutives, qui associent de nombreuses disciplines (sédimentologie, anthropologie, palynologie – études des pollens – géomorphologie – étude de l'histoire des sols –, etc.).

L'Inrap collabore avec l'ensemble de la communauté archéologique nationale (Universités, CNRS, Collège de France, Bureau de la recherche géologique et minière, Centre de recherche et de restauration des musées de France, etc.), européenne (il est notamment le chef de file du programme ACE, « Archéologie dans l'Europe contemporaine », qui associe une dizaine d'institutions européennes et est soutenu financièrement par l'Union européenne) et internationale.

Aux termes de la loi n° 2003-707 du 1^{er} août 2003 modifiant celle de 2001 relative à l'archéologie préventive, sa structure de financement repose sur une étanchéité entre les activités qui relèvent du secteur non lucratif, financées par une taxe affectée - la redevance d'archéologie préventive (diagnostics, valorisation, recherche et collaborations scientifiques) - et celles qui relèvent du secteur lucratif (fouilles), financées par facturation aux aménageurs. Cette structure de financement est déterminante dans l'élaboration du budget de l'Inrap et conditionne la ventilation, entre ces deux secteurs, de la capacité opérationnelle de l'établissement.

Il convient de souligner que le chiffre d'affaires issu de la réalisation des fouilles est prédominant dans le total des recettes de l'institut et qu'en application des clés de répartition analytique actuellement employées, les charges dites « de structure » – parmi lesquelles figurent les loyers et charges afférents aux implantations – sont imputées à hauteur des deux tiers environ au secteur lucratif qui doit donc en absorber le coût. Le tiers restant constitue un poste de dépense pour le secteur non lucratif, financé par la redevance d'archéologie préventive.

1. L'activité archéologique

L'activité de l'Inrap forme une chaîne insécable qui comprend l'acquisition des données sur le terrain et leur exploitation scientifique qui débute par le diagnostic archéologique en passant par la fouille et aboutit, en phase de post-fouille, aux études et au rapport d'opération, et le cas échéant à des publications.

Le diagnostic archéologique a pour objet de détecter, caractériser et dater d'éventuels vestiges en sondant une partie de la surface du projet d'aménagement avant que les travaux ne débutent.

Le diagnostic peut conduire, à la demande de l'État (Préfecture de région/Direction régionale des affaires culturelles/Service régional de l'archéologie), à des fouilles afin de recueillir et d'analyser les données avant la destruction définitive des vestiges.

Après l'achèvement des fouilles, l'exploitation des données scientifiques se poursuit dans les centres de recherches archéologiques et dans des laboratoires spécialisés.

La phase de post-fouille permet aux archéologues d'exploiter et d'interpréter les données de terrain (mise au net des plans, coupes et relevés, inventaire de la documentation, nettoyage, traitement, description et classement du mobilier archéologique, étude des plans et vestiges, etc.).

L'aboutissement en est la rédaction du rapport d'opération. Ce rapport est remis à l'aménageur et au service régional de l'archéologie. Les données ainsi recueillies et analysées ont vocation à être exploitées scientifiquement et diffusées par l'intermédiaire de publications.

2. L'organisation de l'Inrap

Avec en 2012 quelque 1 650 ETPT opérationnels (dont 300 CDD environ) et 450 ETPT fonctionnels inscrits à son budget, dont 150 environ au siège, l'Inrap est présent sur l'ensemble du territoire métropolitain et dans les départements d'outre-mer (Guyane, Guadeloupe et Martinique). Son organisation nationale lui permet d'intervenir en tout lieu du territoire, sur tous les types de terrain, en zone rurale comme en zone urbaine et même en secteur sub-aquatique.

Son implantation territoriale est structurée autour de trois niveaux :

- les *centres de recherches archéologiques pérennes*¹ (au nombre de 42), centres de ressources opérationnels et scientifiques, à même de favoriser une gestion de proximité des opérations archéologiques et de la recherche ;
- les *directions interrégionales* (au nombre de huit, deux d'entre elles étant abritées dans des locaux distincts de centres de recherches archéologiques - à Pantin et Bègles -)², assumant des fonctions déconcentrées du siège, notamment : définition et mise en œuvre de la programmation interrégionale ; contrôle de gestion de premier niveau ; mise en œuvre de la politique de prévention et de sécurité ; actions de recherche, de valorisation et de communication ; veille et animation des relations avec les principaux aménageurs et les services de l'État ;
- le *siège*, chargé du pilotage général de l'institut, de la programmation nationale et de l'affectation des moyens, de l'animation du réseau des directeurs interrégionaux, garant de l'adoption par tous des « fondamentaux » (règles de gestion communes, normes scientifiques, etc.) et mutualisant les fonctions-support afin d'effectuer des économies d'échelle et favoriser les gains de productivité.

¹ Non compris les bases arrière de Croix-Moligneaux (canal Seine-Nord-Europe) et de L'Isle-d'Espagnac (LGV Sud-Europe-Atlantique).

² Aux huit directions interrégionales actuelles [Centre-Ile-de-France (CIF), Grand-Est-Nord (GEN), Grand-Est-Sud (GES), Grand-Ouest (GO), Grand-Sud-Ouest (GSO), Méditerranée (MED), Rhône-Alpes-Auvergne (RAA) et Nord-Picardie (NP)] s'ajoutent une direction de projet autonome pour le canal Seine-Nord-Europe et une direction de projet rattachée à la direction interrégionale GSO pour la LGV Sud-Europe-Atlantique.

Partie 1 – diagnostic du parc immobilier

1. Principales caractéristiques du parc et des modalités de sa gestion

1.1. Présentation générale du parc immobilier

La répartition géographique des implantations de l'institut n'a subi de 1993 à 2005³ que peu de modifications. Ce n'est que depuis cette date qu'un important effort de remise à niveau et d'homogénéisation des sites a été impulsé, la plupart des implantations mises à disposition par l'État étant devenues inadaptées, en prenant appui d'une part sur l'évolution de l'activité archéologique, qui a induit une augmentation importante des personnels, et d'autre part sur le souci d'améliorer et d'harmoniser les conditions de travail : la localisation et la qualité des implantations de l'Inrap ont ainsi commencé à être révisées.

A l'exception du siège parisien de l'institut et des espaces occupés par les personnels fonctionnels des directions interrégionales, le besoin et la typologie des surfaces nécessaires à l'activité de recherche de l'institut lui sont très spécifiques et les surfaces de bureaux des centres de recherches archéologiques représentent le plus souvent moins de 50 % des surfaces totales.

Ainsi, seuls trois immeubles présentent un ratio SUN/SUB supérieur à 51 % et sont donc considérés comme des immeubles de bureaux. Il s'agit du siège de l'institut ainsi que des locaux occupés par les directions interrégionales de Centre-Ile-de-France et Grand Sud-Ouest. Ces deux directions interrégionales ont vocation à être relocalisées dans des locaux communs à un Centre. C'est pourquoi, le présent document ne traite que le siège en tant qu'immeuble de bureau.

1.2. Répartition géographique des implantations actuelles

Aujourd'hui, les 42 centres de recherches archéologiques pérennes permettent, globalement et relativement à la répartition de l'activité sur le territoire, d'assumer la gestion de proximité des opérations archéologiques.

Le degré d'équipement de ces centres est proportionné à leur taille, la qualité de l'équipement étant croissante avec le niveau de sa mutualisation.

Les bases arrière (au premier rang desquelles figurent les sites se rapportant au canal Seine Nord Europe et à la LGV SEA) sont des locaux pris temporairement à bail et dédiées à des opérations archéologiques spécifiques et importantes. Elles ont donc un horizon temporel limité.

³ A cette date a été rédigé un cahier des charges relatif aux centres archéologiques, qui a posé les principes généraux à mettre en œuvre pour disposer de locaux fonctionnels et offrir des conditions de travail en conformité avec l'activité et ses exigences. Ce cahier des charges actualisé en janvier 2013 est joint en annexe.

⁷ Non compté les quatre lieux appartenant à des organismes avec lesquels l'Inrap a conclu des conventions d'hébergement pour accueillir, en chacun d'eux, quelques agents (12 au total).

Les dépôts correspondent le plus souvent à des implantations limitées dans le temps, soit en lien avec une opération spécifique importante, soit du fait de l'incapacité des services de l'Etat d'accueillir le mobilier archéologique après que l'Inrap ait produit le rapport de fouille.

1.3. Les moyens mobilisés sur la fonction immobilière

Malgré les contraintes budgétaires qui pèsent sur lui, l'Inrap s'est donné pour priorité, depuis plusieurs années, de remettre à niveau ses implantations. C'est ainsi que, par le double effet de la prise à bail d'espaces plus grands et mieux aménagés (les travaux qui en découlent étant pris en charge par les bailleurs), le poste des loyers et charges aura doublé de 2007 à 2012.

Annuellement, une enveloppe courante de l'ordre de 0,6 M€ - établie *a minima* au regard des capacités de financement de l'institut en l'absence de subvention d'équipement de l'État - est en outre consacrée à la réalisation de divers travaux d'aménagement dans les centres, qu'ils touchent aux conditions d'hygiène et sécurité ou à des équipements techniques de travail.

Dans le souci de gérer son parc de la façon la plus professionnelle, l'Inrap a créé, au sein de la direction de l'administration et des finances, un service des affaires générales et immobilières qui a notamment pour missions d'élaborer le programme immobilier au regard des besoins, de piloter la recherche de solutions immobilières, de veiller à la sécurité juridique de l'établissement préalablement à la conclusion des baux et d'en assurer la bonne exécution.

L'organisation ainsi mise en place s'appuie sur 2 ETPT au siège, ainsi que sur les ressources concernées au sein des directions interrégionales (directeurs interrégionaux, adjoints administrateurs, logisticiens et gestionnaire des moyens des centres).

Il convient de souligner que la gestion de chaque projet (relocalisation ou restructuration) qui s'étale sur un an, voire plusieurs années, requiert une grande vigilance : tout en s'attachant à prévenir les difficultés que soulève la mise en œuvre de sa stratégie immobilière, notamment celles qui découlent de la modification des résidences administratives des agents, l'institut recherche une parfaite continuité de l'activité archéologique, en veillant à réduire au mieux les délais de recouvrement entre deux locations pour des raisons évidentes de coût. S'agissant d'implantations dans des bâtiments neufs ou réhabilités, adaptés à ses besoins très spécifiques, l'Inrap est de surcroît confronté à des aléas de chantier et aux retards qu'ils induisent, cette situation exigeant adaptation et réactivité.

En application de ce schéma, l'Inrap s'attache naturellement à respecter les règles qui lui sont applicables (et notamment les dispositions de l'article 5 du décret n° 86-455 du 14 mars 1986 fixant les modalités de consultation des services de France Domaine) sans omettre la consultation de ses instances de concertation (comités techniques central et spéciaux, comités hygiène, sécurité et conditions de travail central et spéciaux).

2. Présentation du parc immobilier actuel

2.1. Particularité du parc immobilier

Les locaux abritant les directions interrégionales et le siège ne présentent aucune particularité. Il s'agit d'immeubles de bureaux et l'institut met tout en œuvre pour que ces locaux respectent les objectifs fixés par la politique immobilière de l'Etat.

En revanche, les autres implantations sont très spécifiques.

Pour favoriser une meilleure compréhension des besoins de l'institut, il apparaît opportun de détailler les différents types de surfaces d'un centre de recherches archéologiques. Les missions archéologiques

sont assorties d'actes qui s'inscrivent eux-mêmes dans une organisation opérationnelle. Les centres de recherches archéologiques doivent donc être conçus et équipés en conséquence.

Par ailleurs, leur dimensionnement doit tenir compte du fait que les centres accueillent des agents en CDD qui représentent, en ETPT, 22 % des ETPT CDI (arrondi à 20% dans les tableaux).

Le tableau ci-dessous reprend pour l'essentiel les phases opérationnelles de l'intervention des archéologues et les met en adéquation avec des espaces de travail dédiés à des activités récurrentes.

Phases opérationnelles	Activités	Espaces concernés
Préparation chantier	• Réunion technique et opérationnelle • Constitution fonds documentaire opérationnel (rapports, cartographies, autorisations, formulaires...) • Préparation outillage, fournitures chantier, équipements spécifiques	• Bureaux • Salle de réunion • Espace dédié au fonds documentaire scientifique • Bureaux Topographie, DAO • Espace technique tous usages • Magasin, atelier
Intervention terrain	• Fouille, réapprovisionnement outillage, fournitures chantier, équipements spécifiques • Acquisition données contextuelles (enregistrement, relevés, photographie, moulage...) • Collecte mobilier (prélèvement en blocs, en sacs, matériaux sensibles, échantillonnage...)	• Vestiaires • Magasin, atelier • Bureaux • Bureaux topographie, DAO • Dépôt mobilier archéologique • Local produits chimiques • Local mobilier sensible
Traitement et étude des données	• Lavage, tamisage, nettoyage mécanique mobilier • Fouille en labo de structures prélevées en blocs • Tri, décompte, remontage, inventaire mobilier • Etude du mobilier archéologique • Traitement enregistrements, relevés, photographies... • Analyse et rédaction • Mise en forme rapport d'opération • Conditionnement définitif des collections (mobilier et archives de fouille)	• Vestiaires • Dépôt mobilier archéologique • Salle lavage, tamisage • Zone de traitement à l'eau haute pression • Salle traitement avec système d'aspiration • Local produits chimiques • Local mobilier sensible • Salle étude mobilier • Espace de prise de vue photographique • Bureaux • Espace dédié au fonds documentaire scientifique • Bureau topographie, dessinateur, DAO, PAO • Espace technique tous usages • Salle de réunion • Local archives de fouille

Communication et diffusion des résultats	• Réalisation de plaquettes • Panneaux d'exposition • Présentation d'objets • AMS (animation en milieu scolaire) • Articles, monographies	• Bureaux • Bureau dessinateur, DAO • Salle de réunion • Espace de prises de vues photographiques • Salle étude mobilier
---	---	--

Les éléments constitutifs d'une implantation sont décrits selon le schéma suivant :

- les locaux à usage de bureaux, salles de réunion et espace dédié au fonds documentaire scientifique ;
- les salles techniques de traitement du mobilier : salle de lavage, tamisage, zone de traitement à l'eau haute pression, salle de traitement avec système de ventilation et d'aspiration ;
- les salles d'étude du mobilier, espaces spécifiques dédiés aux collections de référence et à la prise de vue photographique ;
- le dépôt des collections archéologiques, espaces ou locaux dédiés au mobilier sensible, au mobilier encombrant et aux archives de fouille ;
- le magasin et l'espace atelier ;
- le local pour produits chimiques ;
- l'espace technique tous usages ;
- le local technique informatique ;
- les lieux de vie, vestiaires et espace(s) de détente ;
- le local syndical ;
- le local réservé à l'entretien du centre ;
- le parking.

Les centres de recherches archéologiques ne sont pas considérés comme des « immeubles de bureaux » au sens de la politique immobilière de l'Etat. En effet, on peut évaluer les surfaces de bureaux à environ 1/3 des surfaces d'un centre, un autre tiers étant dédié à l'étude, salles de lavage et autres locaux techniques spécifiques, le dernier tiers correspondant aux surfaces de stockage du matériel de chantier et du mobilier archéologique.

A ce titre, le ratio de 12m² SUN/agent n'est appliqué qu'aux surfaces de bureaux proprement dites.

2.2. Présentation générale des implantations actuelles

Pour mener à bien ses missions, l'Inrap dispose – outre le siège – de 55⁷ sites répartis selon leur statut d'occupation comme suit :

- 53 implantations couvertes par un bail civil ou commercial (centres de recherches archéologiques, directions interrégionales, bases arrière ou dépôts) ;
- 2 biens sous contrôle de l'institut⁸.

Au 31/12/2012, les 55 implantations se répartissent comme suit : 2 DIR occupant des sites autonomes, 6 implantations comportant une DIR et un CRA, 36 CRA et 11 dépôts ou bases arrière.

⁸ Les centres de recherches archéologiques de Passy et de Campagne répondent en effet aux critères posés par France Domaine pour être considérés comme des biens sous contrôle. Le Conseil d'administration, lors de sa séance du 27 novembre 2012, a approuvé l'intégration à l'actif des comptes de l'institut, du montant de l'évaluation de France Domaine pour les deux immeubles de Passy et de Campagne (505 000 € et 649 380 €, soit un total de 1 154 380 € en dépenses, compte 21316, et en recette, compte 10271).

Les tableaux qui suivent récapitulent par direction interrégionale, les principales caractéristiques chiffrées, d'une part, des Centres de recherche archéologique et, d'autre part, des autres implantations.

Les surfaces indiquées correspondent à la « Surface utile brute (SUB) » des locaux. En effet, cette donnée est celle majoritairement utilisée pour la rédaction des baux et le calcul des loyers. La donnée « Surface utile nette (SUN) » ne peut être utilisée pour les immeubles autres que de bureaux.

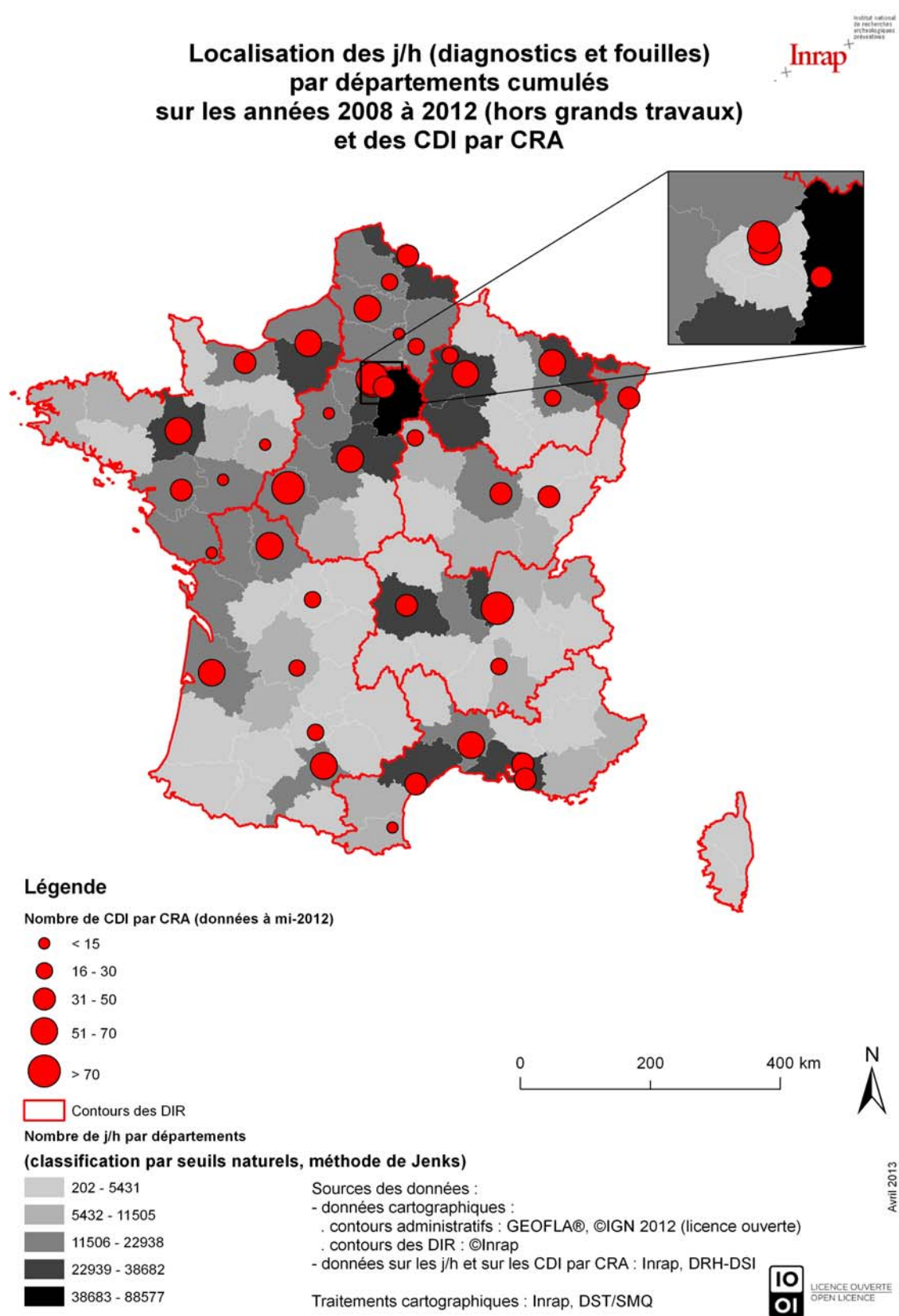
Une carte localise pour la France métropolitaine, l'activité de l'institut et l'implantation des centres.

PROJET

Implantation des CRA	Dir	Nb CDI CRA	Nb CDI DIR	prochaine échéance (si différente de la fin de bail)	surface m2 SUB	loyer 2013 € HT HC
CROISSY	CIF	40		19/09/2014	1245	122 389
CHARTRES	CIF	12		31/03/2016	920	45 775
ST CYR EN VAL	CIF	55		30/06/2016	2285	197 342
TOURS	CIF	75		31/05/2014	1072	151 175
PANTIN 32	CIF	85		30/09/2014	1302	171 801
LA COURNEUVE	CIF	80		14/04/2017	3 035	323 641
ST MARTIN S/PRE	GEN	51		31/07/2015	1845	69 700
LUDRES	GEN	17		30/11/2015	479	43 804
METZ (DIR&CRA)	GEN	60	18	31/12/2014	3410	325 361
REIMS	GEN	19		14/07/2015	1014	90 274
PASSY	GES	17		11/07/2014	750	0
STRASBOURG	GES	31		30/01/2014	1010	46 087
BESANCON	GES	32		31/07/2016	1575	47 895
DIJON (DIR&CRA)	GES	47	17	18/06/2023	2139	327 772
FONTENAY-LE COMTE	GO	12		31/07/2014	873	51 100
BOURGUEBUS	GO	37		31/10/2018	1350	54 527
CESSON (DIR&CRA)	GO	66	24	30/03/2016	916	131 394
CESSON (DIR&CRA) <i>ss-loc</i>	GO			31/03/2016	246	36 355
CARQUEFOU	GO	49		31/12/2013	2025	245 171
BEAUCOUZE	GO	9		06/12/2014	525	42 000
LE GRAND-QUEVILLY	GO	52		30/06/2017	2 075	215 129
LE MANS	GO	14		31/08/2017	1 051	81 284
ST ORENS DE GAMEVILLE	GSO	51		30/04/2016	1306	91 734
GOURBEYRE	GSO	7		13/10/2013	320	36 137
PESSAC	GSO	55		31/10/2014	1170	89 864
LIMOGES	GSO	19		31/07/2015	682	51 367
POITIERS	GSO	55		29/11/2016	1 233	86 630
MONTAUBAN	GSO	25		30/11/2018	1 566	153 816
CAYENNE	GSO	12		31/03/2019	464	152 987
CHÂTEAU-CAMPAGNE	GSO	21		19/08/2029	345	0
EGUILLES	MED	42		30/12/2017	987	111 531
NIMES (DIR&CRA)	MED	59	16	20/11/2018	1 993	267 526
MARSEILLE	MED	35		01/09/2019	1 417	247 071
ST-ESTEVE	MED	12		30/06/2018	595	47 700
VILLENEUVE LES BEZIERS	MED	34		31/12/2021	1 652	244 766
VILLENEUVE D'ASQ	NP	46		30/06/2013	1932	118 405
AMIENS	NP	52	21	31/10/2013	2219	182 124
SOISSONS (<i>en cours</i>)	NP	18		31/12/2021	900	50 000
PASSEL CRA	NP	13		30/01/2017	685	42 705
ACHICOURT CRA	NP	25		04/06/2020	950	74 333
BRON DIR-CRA	RAA	82	17	31/07/2019	2 300	292 503
CLERMONT-FERRAND CRA	RAA	49		31/10/2019	1 878	203 365
VALENCE CRA	RAA	25		30/11/2021	1 403	152 401
Totaux (42 CRA)		1597	113		57 139	5 516 941

RECAPITULATIF DES IMPLANTATIONS AUTRES QUE CRA

	Dir	Nb CDI	Date Fin de bail ou reconduction	surface m2 SUB	loyer 2013 € HT HC
Implantations : Siège, DIR & dépôts					
PANTIN 31 DIR	CIF	32	31/12/2013	387	54 757
SAVIGNY LE TEMPLE dépôt	CIF		14/06/2014	576	43 026
PARIS SIEGE		149	25/03/2016	2 836	1 011 712
ST MARTIN S/PRE dépôt précaire	GEN		30/07/2015	400	16 459
CESSON dépôt	GO		28/02/2014	230	17 113
PESSAC dépôt	GSO		31/03/2014	260	14 154
GROS-MORNE dépôt	GSO		30/04/2014	95	7 200
TOULOUSE dépôt	GSO		31/08/2013	550	43 850
POITIERS pkgs du CRA	GSO		30/11/2016	-	3 998
AIRE SUR L'ADOUR - Dépôt	GSO		31/03/2014	350	30 490
BEGLES DIR	GSO	21	31/05/2014	535	52 061
BORGO	MED	1	31/12/2013	120	9 100
VILLERS BRETONNEUX Dépôt	NP		31/03/2014	846	18 053
Totaux (11 sites)		203		7185	1 321 973
Directions de projets non pérennes					
ISLE D'ESPAGNAC	GSO		14/10/2015	1024	36 200
CROIX-MOLIGNEAUX	NP		31/03/2015	1508	132 887
Totaux (2 directions de projet)				2532	169 087



2.3. Diagnostic des locaux du siège

Le siège de l'Inrap, qui héberge 149 agents, est sis 7 rue de Madrid à Paris (75008)

	surface m2	pkgs	PP	ratio m2/PP	Loyer HT HC € base 2012	prix/m2 € HT HC	durée du bail	Fin de bail ou reconduction
Siège								
5ème étage	537						résiliation avec préavis 6 mois si déménagement	31/03/2016
4ème étage	1 268						9 ans fermes	31/03/2016
rez-de-chaussée	650						9 ans fermes	31/03/2016
entresol	154						9 ans fermes	31/03/2016
2° s/sol - archives	154		0				9 ans fermes	31/03/2016
2° s/sol - archives	73		0				résiliation avec préavis 6 mois si déménagement	31/03/2016

PARIS SIEGE	2 836	3	149	19	1 011 712	357
--------------------	--------------	----------	------------	-----------	------------------	------------

La Surface utile nette (SUN) calculée selon les instructions de France Domaine ressort à 2.073 m². Le nombre de poste de travail est de 165, incluant 10 % de postes supplémentaires à l'effectif physique afin d'accueillir des stagiaires et des personnels temporaires.

Ainsi, le ratio d'occupation est de 12,56 m² /poste y compris les surfaces des 3 salles de réunion.

Compte tenu de la structure du bâti qui impose de maintenir des circulations importantes et de l'inexistence d'espaces aveugles permettant d'implanter les salles de réunion, l'utilisation des locaux ne peut être optimisée d'avantage.

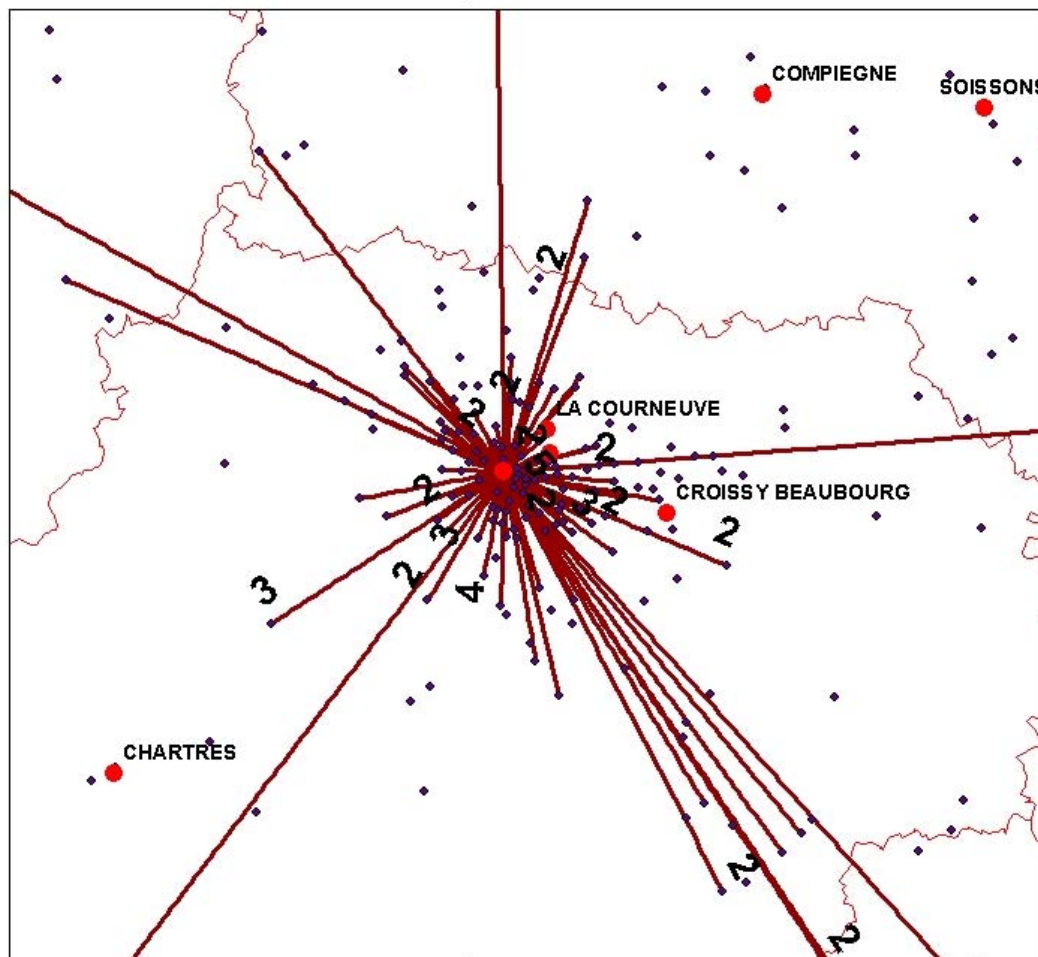
Il est à noter le prix au m², très bas, de cette location pour sa localisation en plein cœur de Paris dans le quartier central des affaires.

L'état des locaux est globalement peu satisfaisant notamment en termes de fonctionnalité même si on peut noter leur accessibilité idéale pour les agents et la qualité de l'entretien pelliculaire assuré par l'institut.

Un bail de neuf ans fermes à partir du 1^{er} avril 2007 avait été conclu pour les locaux (2 299 m²) que le siège occupe actuellement au rez-de-chaussée, au 4^{ème} étage de l'immeuble de la rue de Madrid à Paris [la location d'une partie du 5^{ème} étage (537 m²), intervenue postérieurement à la signature du bail, peut faire l'objet, à partir du 1^{er} janvier 2012, d'une résiliation avant le terme du 31 mars 2016].

En raison tout à la fois de la volonté du propriétaire de restructurer son bâtiment à l'horizon 2016 et de la configuration des lieux qui ne permet pas une optimisation des surfaces, une relocalisation doit être envisagée à cette échéance.

Distances théoriques entre résidences familiales et résidences administratives des agents pour la métropole Siège Paris 8ème



Légende

- Résidences administratives
- Résidences familiales

— Paris_8ème

□ Contours de DIR

Les numéros correspondent au nombre d'agents concernés par des distances théoriques identiques (si n>1)

Source des données :

Contours des DIR et données géographiques communales : GEOFLA®, ©IGN 2011

Données sur les résidences : Inrap/DRH

Traitement des données et réalisation cartographique : Inrap/DST/SMQ

NB : La réalisation des cartes a nécessité une vérification des données initiales et des résultats de leur traitement. Malgré l'attention portée à cette vérification, les résultats présentés doivent être lus et interprétés avec précaution.

Août 2012

2.4. Diagnostic détaillé des implantations territoriales

Pour tous les immeubles, regroupés par interrégion, le diagnostic détaillé est joint en annexes comme suit :

- Annexe 1 : implantations immobilières dans l'interrégion Centre-Ile-de-France
- Annexe 2 : implantations immobilières dans l'interrégion Grand Est-Nord
- Annexe 3 : implantations immobilières dans l'interrégion Grand Est-Sud
- Annexe 4 : implantations immobilières dans l'interrégion Grand Ouest
- Annexe 5 : implantations immobilières dans l'interrégion Grand Sud-Ouest
- Annexe 6 : implantations immobilières dans l'interrégion Méditerranée
- Annexe 7 : implantations immobilières dans l'interrégion Nord Picardie
- Annexe 8 : implantations immobilières dans l'interrégion Rhône-Alpes Auvergne
- Annexe 9 : direction de projet Canal Seine – Nord Europe

Chaque annexe comprend

- une cartographie indiquant la répartition de l'activité de l'institut sur le territoire ainsi que des indications sur les résidences familiales et administratives des agents ;
- un tableau récapitulatif de la situation des baux en cours ;
- site par site, l'indication des surfaces occupées, des effectifs ainsi qu'un descriptif sommaire de l'implantation.

Conclusion

Avec un total de 69 673 m² (incluant le siège), l'Inrap gère un important parc immobilier. Cette situation est d'autant plus complexe que les locaux sont dispersés sur l'ensemble du territoire national, avec une forte diversité quant à leur statut d'occupation, leur état sanitaire et leur degré d'adéquation avec les besoins de l'institut ; enfin, elle est marquée par le souci qui anime l'établissement de s'adapter en continu à l'évolution de son activité opérationnelle.

Partie 2. Stratégie d'optimisation du parc immobilier

PROJET

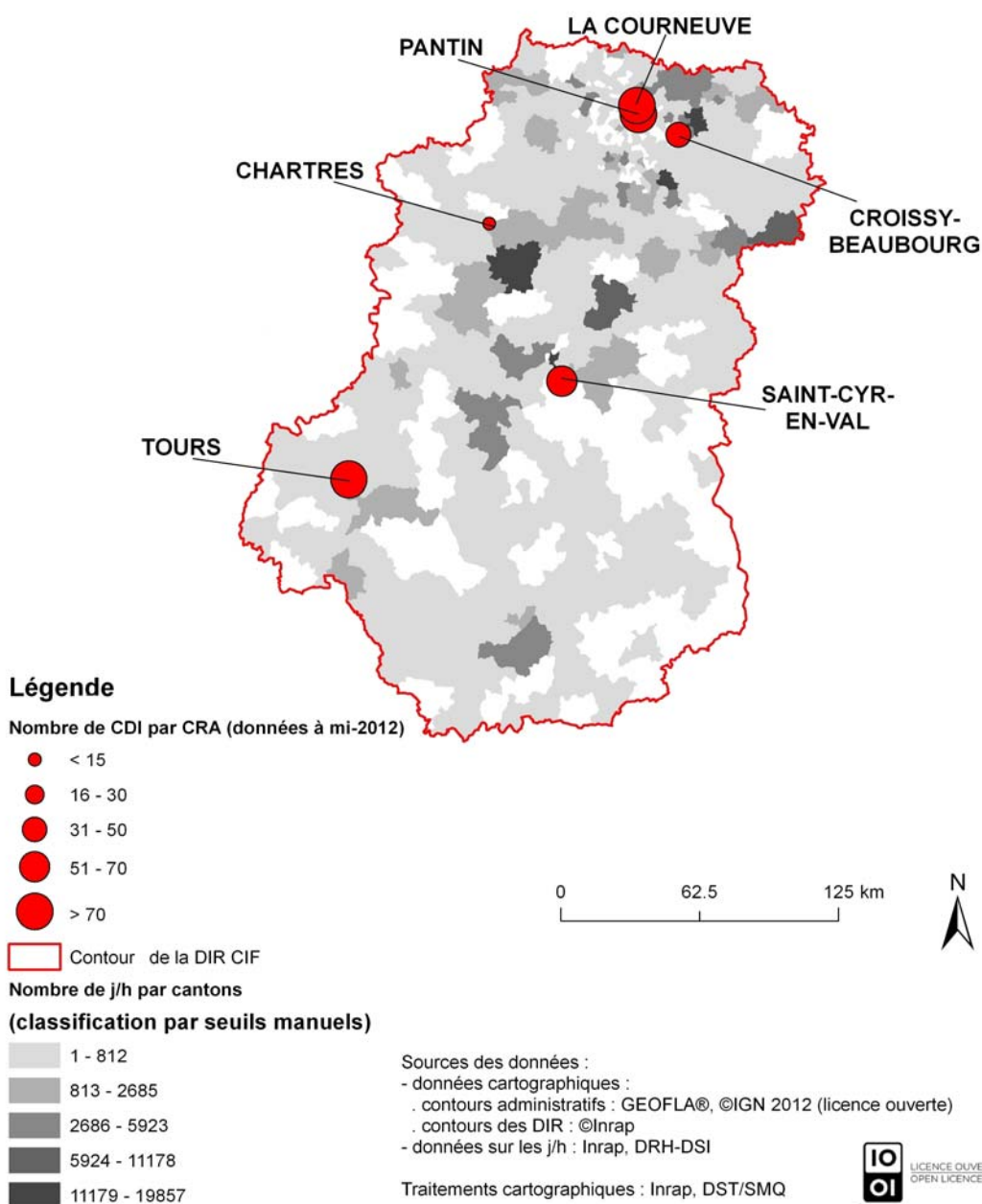
Partie 3 – Annexes

PROJET

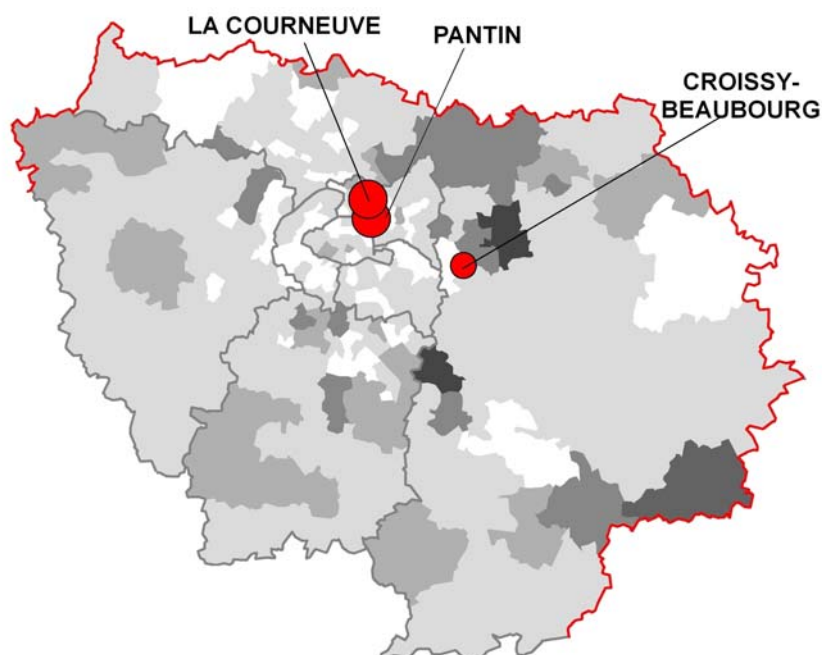
1. Annexe 1. Direction interrégionale Centre – Ile-de-France (CIF)

Cette direction recouvre 51.163 km², représente 15,96 % de l'activité opérationnelle totale 2012 de l'Inrap et compte 22% de ses agents (2012 - hors siège).

Localisation des j/h par cantons cumulés sur les années 2008 à 2012 (hors grands travaux) et des CDI par CRA DIR CIF



Localisation des j/h par cantons cumulés
sur les années 2008 à 2012 (hors grands travaux)
et des CDI par CRA
DIR CIF (zoom sur l'Ile-de-France)



Légende

Nombre de CDI par CRA (données à mi-2012)

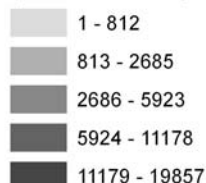


Contour de la DIR CIF

Contours de département

Nombre de j/h par cantons

(classification par seuils manuels)



Sources des données :

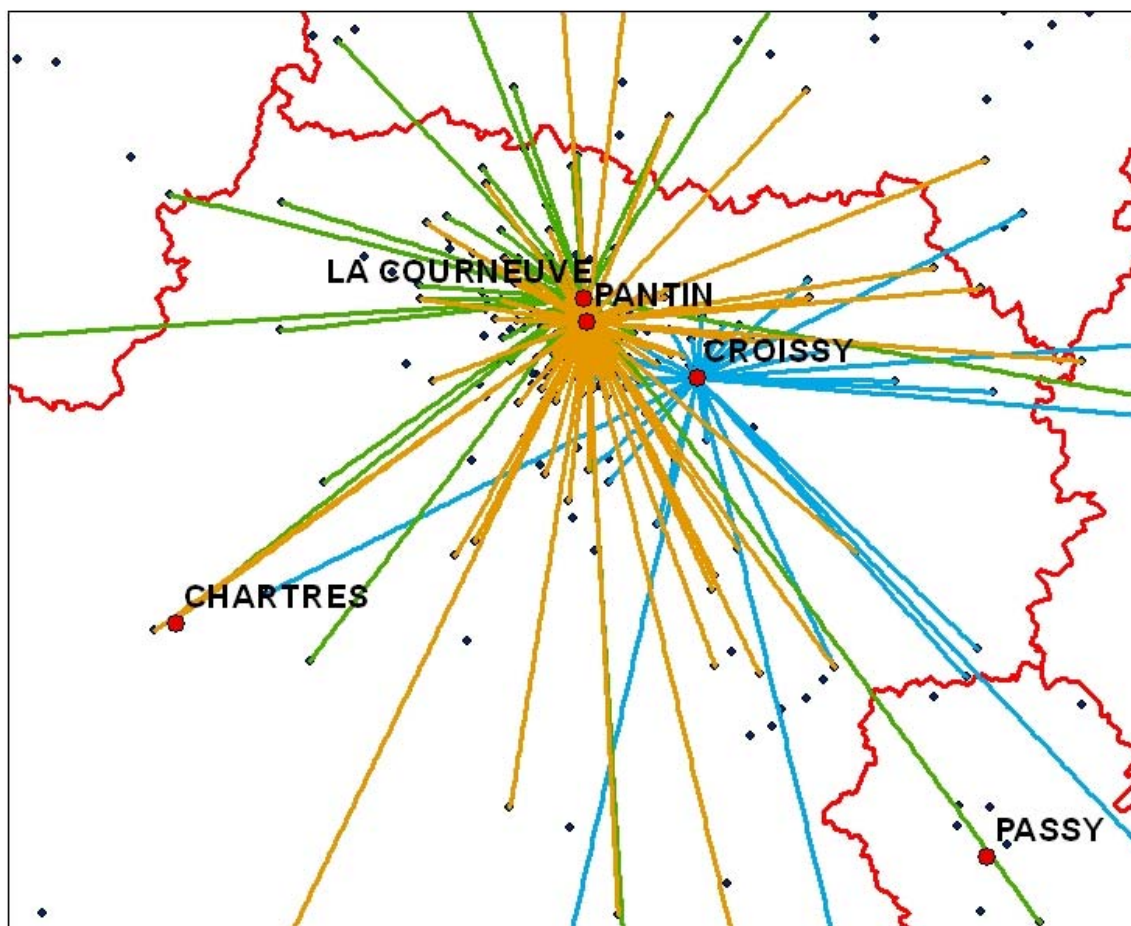
- données cartographiques :
- contours administratifs : GEOFLA®, ©IGN 2012 (licence ouverte)
- contours des DIR : ©Inrap
- données sur les j/h : Inrap, DRH-DSI

Traitements cartographiques : Inrap, DST/SMQ



LICENCE OUVERTE
OPEN LICENCE

Distances théoriques entre résidences familiales et résidences administratives des agents pour la métropole Centres de Pantin, La Courneuve, Croissy-Beaubourg



Légende

- Résidences administratives
- Pantin
- La_Courneuve
- Croissy-Beaubourg
- Résidences familiales
- Contours de DIR

0 12.5 25 50 km



Source des données :

Contours des DIR et données géographiques communales : GEOFLA®, ©IGN, 2011

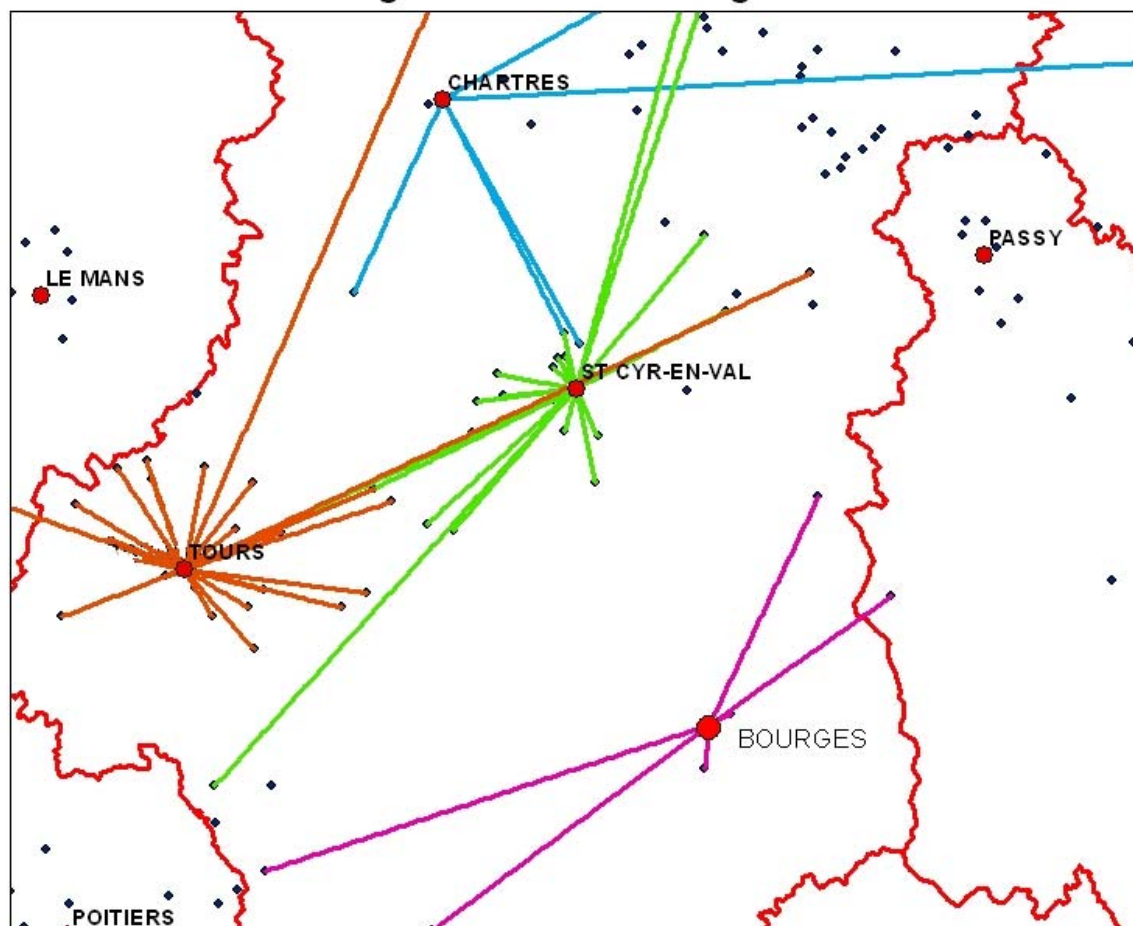
Données sur les résidences : Inrap/DRH

Traitement des données et réalisation cartographique : Inrap/DST/SMQ

NB : La réalisation des cartes a nécessité une vérification des données initiales et des résultats de leur traitement. Malgré l'attention portée à cette vérification, les résultats présentés doivent être lus et interprétés avec précaution.

Novembre 2012

**Distances théoriques entre résidences familiales
et résidences administratives des agents pour la métropole
Centres de Tours, Saint-Cyr-en-Val, Chartres
et agents affectés à Bourges**



Légende

- Résidences administratives
- Tours
- St-Cyr-en-Val
- Chartres
- Bourges
- Résidences familiales
- Contours de DIR

0 12.5 25 50 km



Source des données :

Contours des DIR et données géographiques communales : GEOFLA®, ©IGN, 2011

Données sur les résidences : Inrap/DRH

Traitement des données et réalisation cartographique : Inrap/DST/SMQ

NB : La réalisation des cartes a nécessité une vérification des données initiales et des résultats de leur traitement. Malgré l'attention portée à cette vérification, les résultats présentés doivent être lus et interprétés avec précaution.

Novembre 2012

1.1. Situation des baux en cours

Implantations DIR CIF	surf. m2	pkgs	PP (CDI)	PP (CDD)	ratio m2/PP	Loyer HT HC € base 2012	prix/m2 € HT HC	prochaine échéance (si ≠ de fin de bail)	Fin de bail
Ile-de-France									
CROISSY CRA	1 245	27	40	8	26	122 389	98	19/09/2014	19/03/2022
LA COURNEUVE CRA	3 035	25	80	16	32	323 641	107		14/04/2017
PANTIN (31) DIR	387	4	32	7	10	54 757	141		31/12/2013
PANTIN (32) CRA	1 302	8	85	17	13	171 801	132	30/09/2014	30/09/2020
PASSY CRA BSC	-	-	8	2	-	0	0		11/07/2014
SAVIGNY LE TEMPLE Dépôt	576	20	0		-	43 026	75	14/06/2014	14/06/2017
Centre									
CHARTRES CRA	920	0	12	3	61	45 775	50		31/03/2016
ST CYR EN VAL CRA	2 285	40	55	11	35	197 342	86		30/06/2016
TOURS CRA	1 072	36	75	15	12	151 175	141		31/05/2014

TOTAL SURFACES CIF	10 822	387	79	23	1 109 906
--------------------	--------	-----	----	----	-----------

1.2. Diagnostic

Siège de la direction interrégionale 31 rue Delizy 93500 Pantin

La direction interrégionale est abritée dans des locaux relativement exigus et mal sécurisés.

1.2.1. Région Ile-de-France (227 ETPT CDI correspondant à 245 personnes physiques)

Centre de recherches archéologiques de La Courneuve (3 035 m²) 36/38 rue Paul Vaillant Couturier, 93160 La Courneuve

Ouvert en 2008, ce centre a fait l'objet de travaux de rénovation récents. Il répond bien à l'activité opérationnelle avec des bureaux, des laboratoires, des magasins, des salles d'étude, une salle de lavage et tamisage, des salles de réunion, le tout sous accès sécurisé. Des travaux doivent être entrepris rapidement pour améliorer la qualité de la production de chaleur et assurer la mise aux normes des installations électriques.

Centre de recherches archéologiques de Pantin (1 302 m²) 32 rue Delizy, 93500 Pantin

Éclaté sur plusieurs niveaux, avec 3 entrées, une capacité limitée en termes de stockage du mobilier archéologique, certaines pièces aveugles et d'autres faiblement éclairées, ce centre ne permet pas d'accueillir dans les meilleures conditions les agents en phase étude.

Cette situation insatisfaisante a connu une détente avec l'extension récente de ce centre (+500 m²). Pour autant la situation reste à améliorer.

***Centre de recherches archéologiques de Croissy-Beaubourg (1 245 m²)
Les espaces Multiservices, 56 bd de Courcerin, 77183 Croissy-Beaubourg***

En dépit d'extensions récentes, ce centre demeure insuffisamment adapté à l'activité de lavage, de stockage et d'étude.

***Centre de recherches archéologiques de Passy (750 m²)
Ancienne école de Passy, 18 rue de la Chapelle, 89510 Passy***

Donnant satisfaction, ce site est mutualisé avec la direction interrégionale Grand Est-Sud (GES) et la direction interrégionale y stocke une partie de son mobilier archéologique. Ce bien est sous contrôle de l'Inrap.

***Dépôt de Savigny-le-Temple (576 m²)
10, rue des Moulins, 77176 Savigny-le-Temple***

Initialement destiné à satisfaire les besoins de logistique des équipes mobilisées par les opérations de Melun-Sénart, ce site pallie actuellement le sous-dimensionnement des sites de Croissy-Beaubourg et de Pantin pour le stockage du mobilier, son volume allant néanmoins au-delà des obligations de conservation de l'institut. L'état général du site est très insatisfaisant.

1.2.2. Région Centre (132 ETPT CDI correspondant à 142 personnes physiques)

Les activités sont réparties sur 3 sites regroupant l'ensemble des agents permanents.

***Centre de recherches archéologiques de St-Cyr-en-Val (2 285 m²)
525, avenue de la Pomme de Pin, 45590 St-Cyr-en-Val***

Ce site est de qualité satisfaisante et permet de répondre aux besoins d'étude et de stockage de l'activité, importante dans l'Est de la région Centre.

***Centre de recherches archéologiques de Chartres (920 m²)
3 et 5 rue Cassin et avenue Laennec, 28000 Chartres***

Ce centre, qui constitue un important lieu de stockage, est de qualité satisfaisante. Pour autant des travaux devront être pris en charge par le propriétaire pour améliorer le clos et couvert du bâtiment (fuite en toiture, évacuation des eaux pluviales, chauffage).

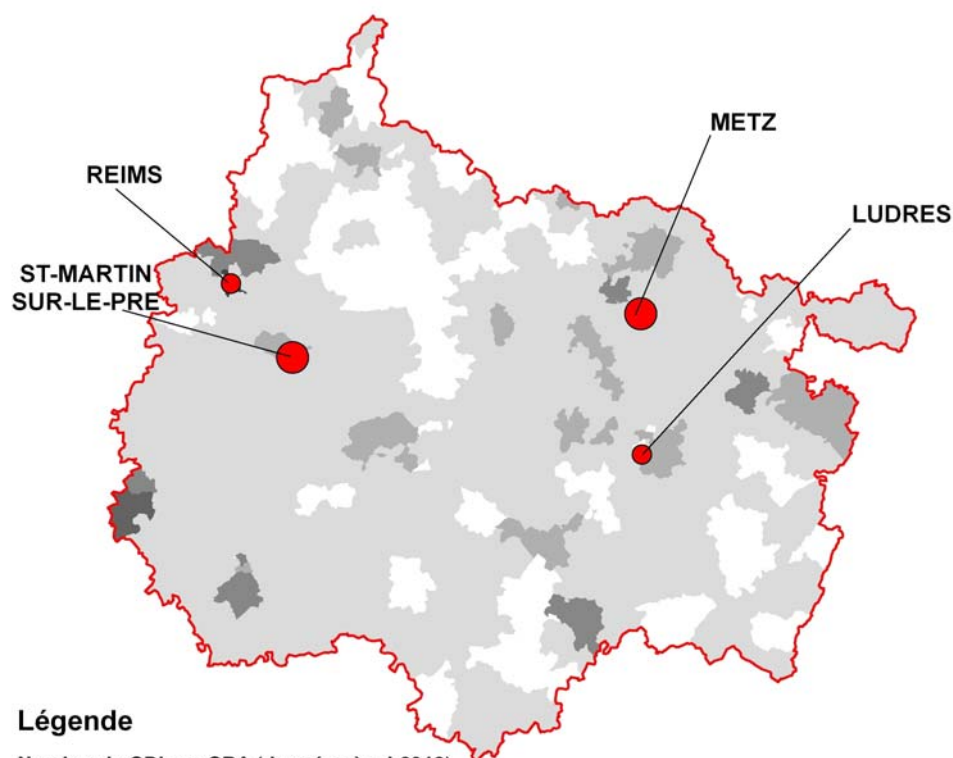
***Centre de recherches archéologiques de Tours (1 072 m²)
148, avenue Maginot, 37000 Tours***

Le centre de recherches archéologiques de Tours apparaît surchargé. Il n'est pas en capacité d'absorber convenablement la totalité de l'activité sans une extension, laquelle n'est pas envisageable dans la configuration actuelle. Les locaux eux-mêmes sont dans un état général peu satisfaisant.

2. Annexe 2. Direction interrégionale Grand-Est Nord (GEN)

Cette direction recouvre 49.153 km², représente 9,32 % de l'activité opérationnelle totale 2012 de l'Inrap et compte 9 % de ses agents (2012 - hors siège).

Localisation des j/h par cantons cumulés sur les années 2008 à 2012 (hors grands travaux) et des CDI par CRA DIR GEN



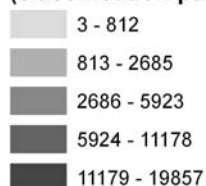
Légende

Nombre de CDI par CRA (données à mi-2012)



Contour de la DIR GEN

Nombre de j/h par cantons
(classification par seuils manuels)

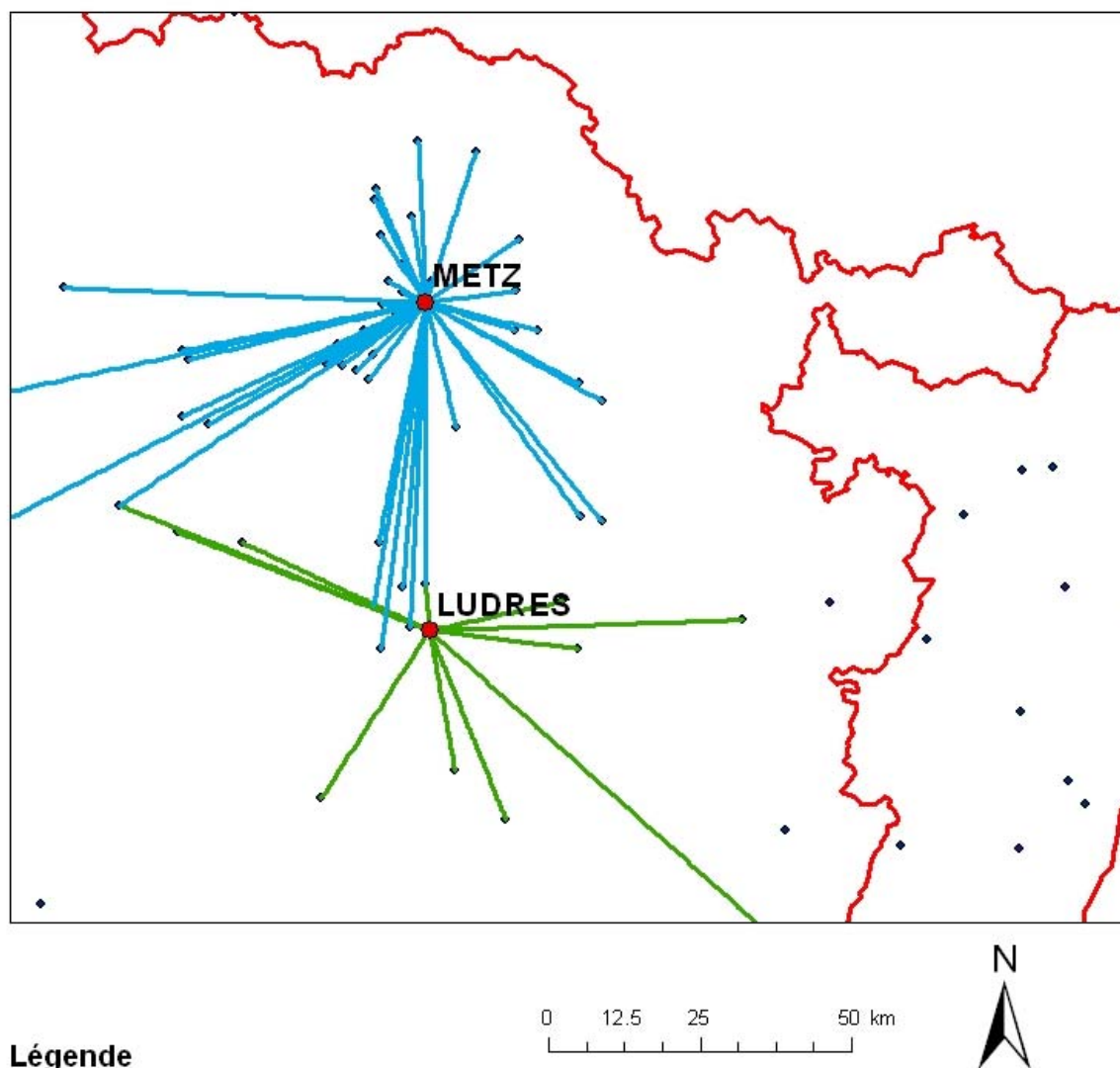


Sources des données :
- données cartographiques :
- contours administratifs : GEOFLA®, ©IGN 2012 (licence ouverte)
- contours des DIR : ©Inrap
- données sur les j/h : Inrap, DRH-DSI

Traitements cartographiques : Inrap, DST/SMQ



Distances théoriques entre résidences familiales et résidences administratives des agents pour la métropole Centres de Metz, Ludres



Légende

- Résidences administratives
- Metz
- Ludres
- ◆ Résidences familiales
- Contours de DIR

Source des données :

Conours des DIR et données géographiques communales : GEOFLA®, ©IGN, 2011

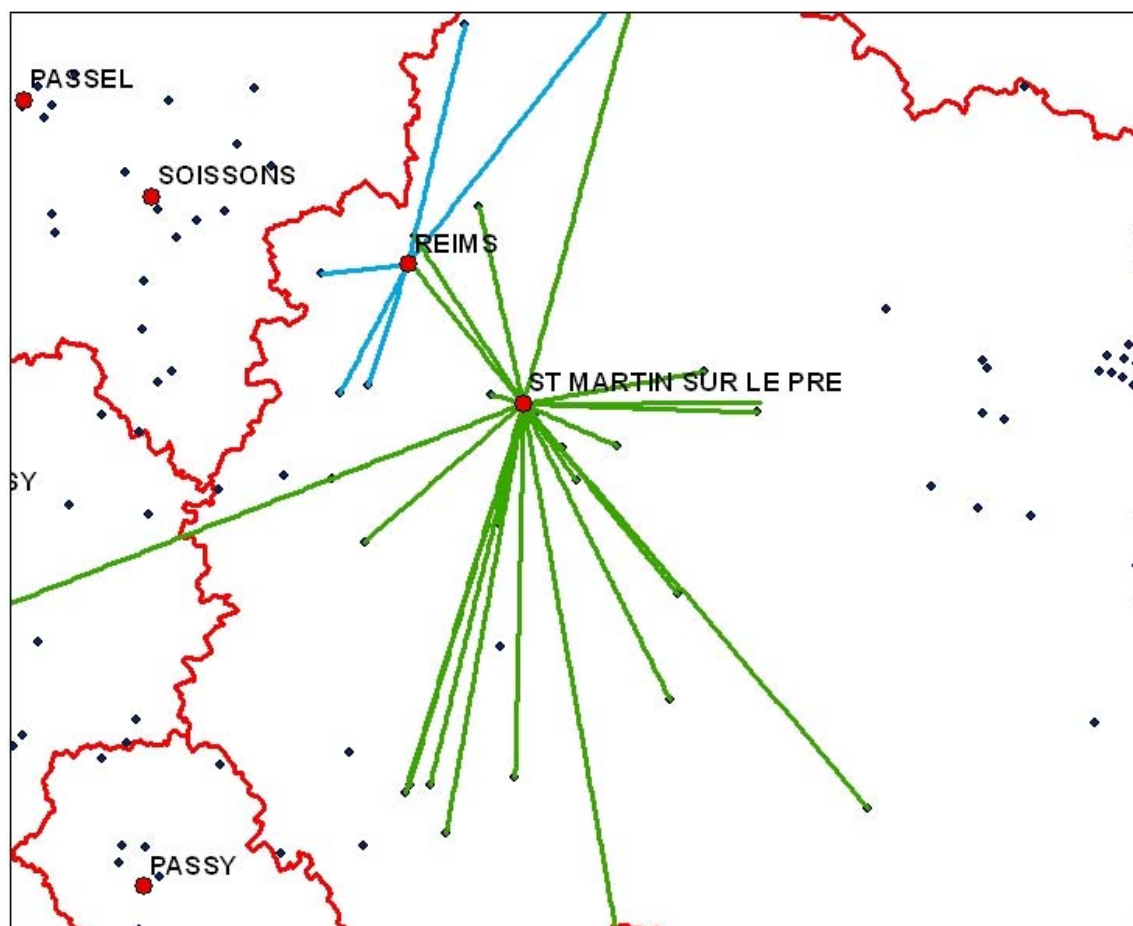
Données sur les résidences : Inrap/DRH

Traitement des données et réalisation cartographique : Inrap/DST/SMQ

NB : La réalisation des cartse a nécessité une vérification des données initiales et des résultats de leur traitement. Malgré l'attention portée à cette vérification, les résultats présentés doivent être lus et interprétés avec précaution.

Novembre 2012

Distances théoriques entre résidences familiales et résidences administratives des agents pour la métropole Centres de Reims, Saint-Martin sur le Pré



Légende

- Résidences administratives
- St-Martin-sur-le-Pré
- Reims
- ♦ Résidences familiales
- Contours de DIR

Source des données :

Contours des DIR et données géographiques communales : GEOFLA®, ©IGN, 2011

Données sur les résidences : Inrap/DRH

Traitement des données et réalisation cartographique : Inrap/DST/SMQ

NB : La réalisation des cartes a nécessité une vérification des données initiales et des résultats de leur traitement. Malgré l'attention portée à cette vérification, les résultats présentés doivent être lus et interprétés avec précaution.

Novembre 2012

Situation des baux en cours

Implantations DIR GEN	surf. m2	pkgs	PP (CDI)	PP (CDD)	ratio m2/PP	Loyer HT HC € base 2012	prix/m2 € HT HC	prochaine échéance (si ≠ de fin de bail)	Fin de bail
Lorraine									
LUDRES CRA	479		17	4	23	43 804	91	30/11/2015	30/11/2021
METZ DIR-CRA (18+60)	3 410		78	15	37	325 361	95		31/12/2014
Champagne-Ardenne									
REIMS CRA	1 014	25	19	4	44	90 274	89		14/07/2015
ST MARTIN s/PRE CRA	1 845		51	10	30	69 700	38	31/07/2015	31/01/2020
ST MARTIN s/PRE dépôt	400		0		-	16 459	41		30/07/2015
TOTAL SURFACES GEN	7 148		165	33	36	545 598			

2.2. Diagnostic2.2.1 Région Lorraine (86 ETPT CDI correspondant à 95 personnes physiques)

La présence de 2 centres de recherches archéologiques, l'un à Metz et le second, moins important, à Ludres, permet de couvrir l'ensemble du territoire lorrain. La Meuse et l'est mosellan sont gérés depuis le centre de Metz, la Meurthe-et-Moselle et les Vosges depuis le centre de Ludres.

***Direction interrégionale GEN et Centre de recherches archéologiques de Metz (3 410m²)
10, rue Méric, 57000 Metz***

Cette implantation, occupée par l'Inrap depuis 2003 (bail de douze ans fermes expirant le 31 décembre 2014), accueille à la fois le centre de recherches archéologiques et le siège de la direction interrégionale. Il a fait l'objet de travaux importants pour achever les installations techniques (salles de lavage, séchage et traitement du mobilier archéologique) et le doter d'équipements de traitement du mobilier archéologique (salle de tamisage, remontage, bac de décantation). Nombre de bureaux sont toutefois en second jour et son loyer est élevé.

La fonctionnalité des locaux ainsi que leur état technique restent globalement peu satisfaisants.

***Centre de recherches archéologiques de Ludres (479 m²)
95, impasse Becquerel, 54710 Ludres***

Le centre de recherches archéologiques de Ludres présentait des installations de bureaux et techniques vétustes, les espaces de lavage et de stockage s'avérant par ailleurs insuffisamment adaptés à l'activité.

A l'occasion du renouvellement du bail au 1^{er} janvier 2013, le propriétaire a accepté de prendre à sa charge la réalisation de travaux d'ampleur permettant une nette amélioration de la situation. Le bail a donc été renouvelé pour 3 ans.

Pour autant, la situation reste peu satisfaisante notamment en matière de fonctionnalité.

2.2.2. Région Champagne-Ardenne (67 ETPT CDI correspondant à 70 personnes physiques)

Centre de recherches archéologiques de Reims (1 014 m²) 28, rue Fulton, 51000 Reims

Ce centre a été pris à bail en 2006 pour une durée ferme de neuf ans.

Son point faible est de ne pas disposer de salles de remontage, ni d'espaces techniques pour les spécialistes et techniciens de fouilles.

Centre de recherches archéologiques de St-Martin-sur-le Pré (1 845 m²) 38 rue des Dâts, 51520 St-Martin-sur-le Pré

Ce centre présente des installations techniques et des bureaux qui apparaissent insuffisants. Par ailleurs, la localisation des surfaces techniques dans un bâtiment adjacent complique le travail au quotidien.

Afin d'améliorer l'ergonomie de la chaîne opératoire du traitement du mobilier archéologique et optimiser les surfaces, la substitution à ce site d'un centre répondant aux normes de l'Inrap et aux nouvelles normes environnementales avait été envisagée dès 2009 à Châlons-en-Champagne.

Ce projet a toutefois été écarté en raison de son coût et un nouveau bail a été conclu avec la chambre de commerce et d'industrie territoriale de Châlons-en-Champagne dont l'Inrap est sous-locataire. La date d'expiration de ce dernier a été fixée au 31 juillet 2015 pour coïncider avec celle du bail de Reims.

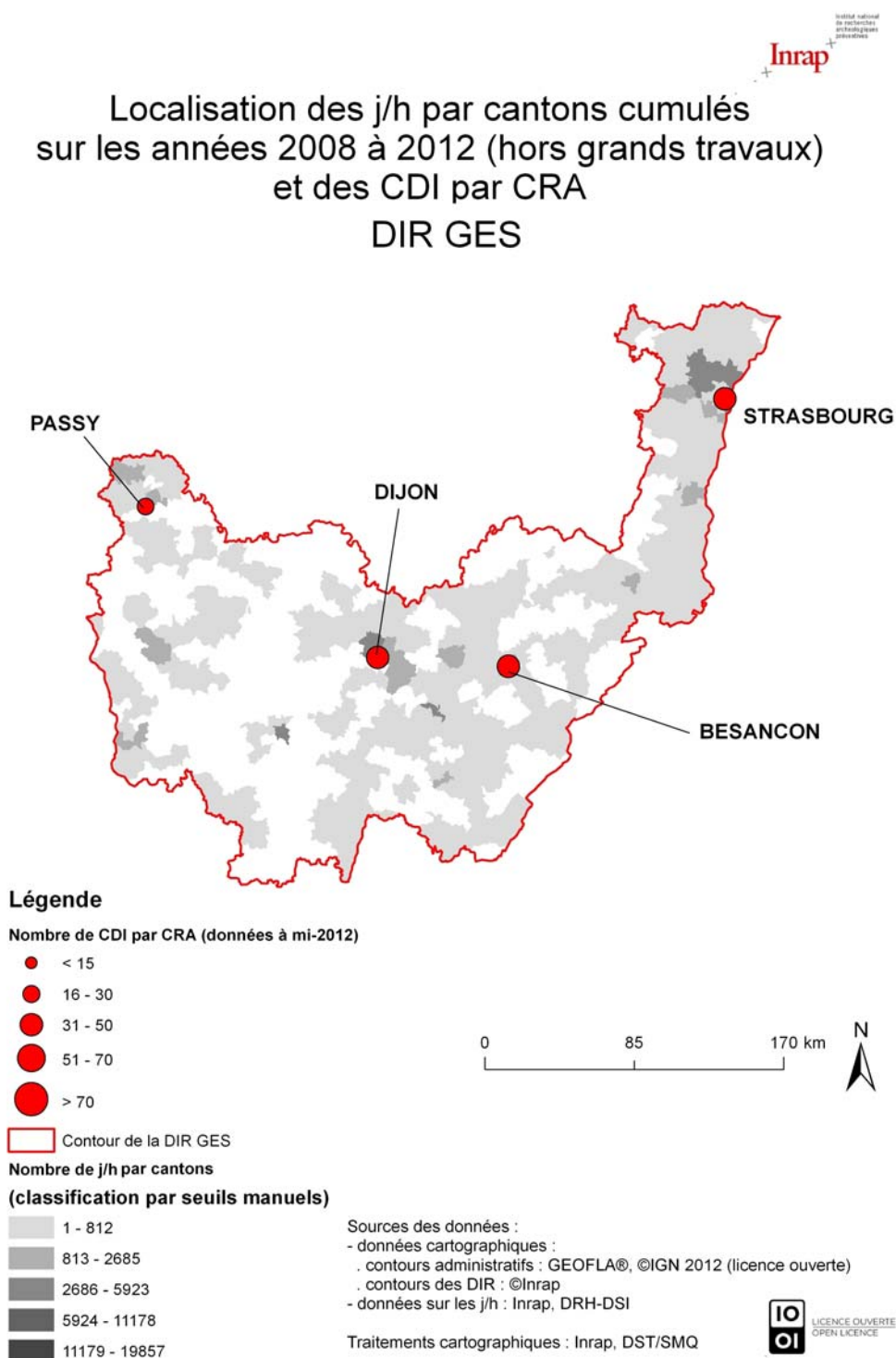
Dépôt de Saint-Martin-sur le-Pré (400 m²) 38 rue des Dâts, 51520 St-Martin-sur-le Pré

Contigu au centre de Saint-Martin-sur-le-Pré, un local est loué directement au propriétaire pour y stocker du mobilier archéologique. Un bail précaire, d'une durée ferme et unique se terminant le 31 juillet 2015 et aux conditions plus avantageuses, a été conclu dans l'attente de la décision devant intervenir quant au maintien ou non du centre.

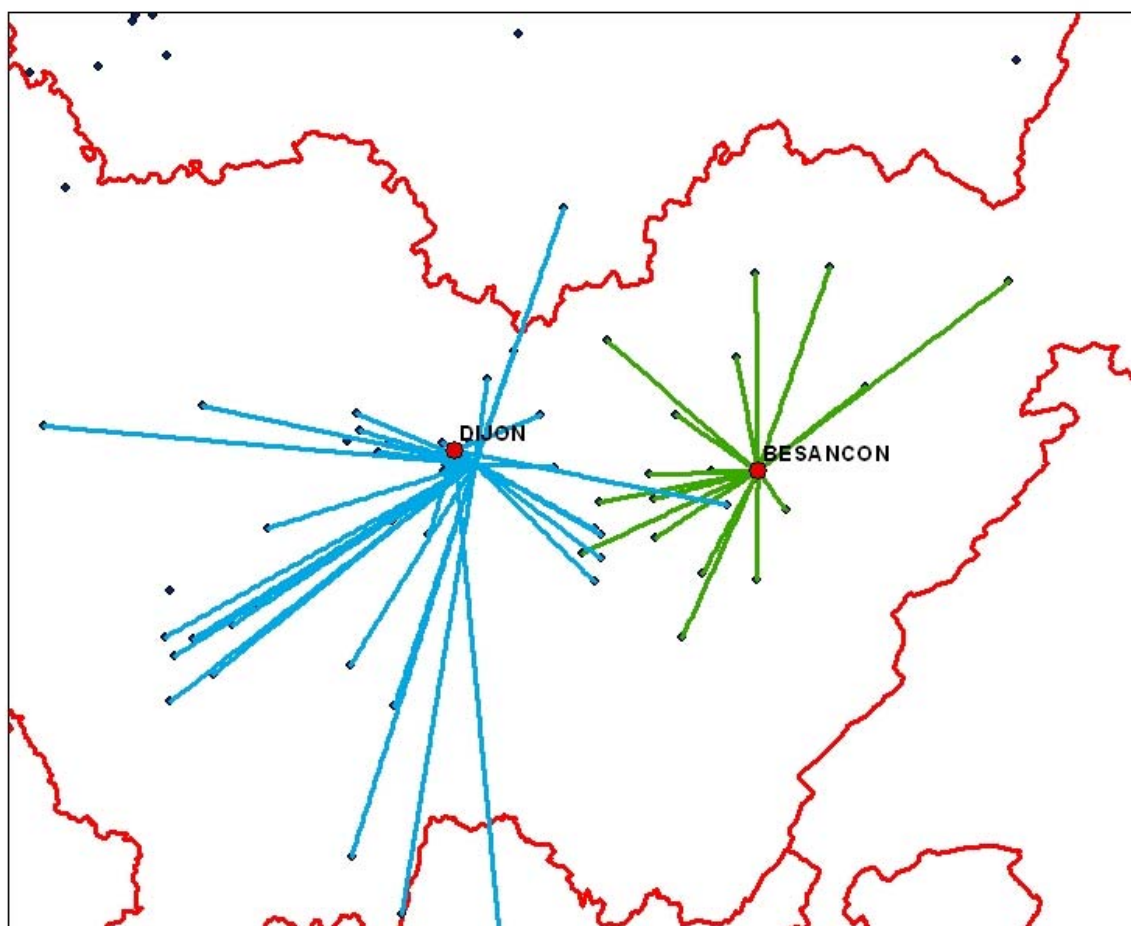
3. Annexe 3. Direction interrégionale Grand-Est Sud (GES)

Cette direction recouvre 56.064 km², représente 6,79 % de l'activité opérationnelle totale 2012 de l'Inrap et compte 8 % de ses agents (2012 - hors siège).

Le domaine de compétences de l'interrégion Grand-Est Sud s'étend sur les régions Alsace, Bourgogne et Franche-Comté, qui forment 10 départements.



Distances théoriques entre résidences familiales et résidences administratives des agents pour la métropole Centres de Dijon, Besançon



0 12.5 25 50 km



Légende

- Résidences administratives
- Dijon
- Besançon
- Résidences familiales
- Contours de DIR

Source des données :

Contours des DIR et données géographiques communales : GEOFLA®, ©IGN, 2011

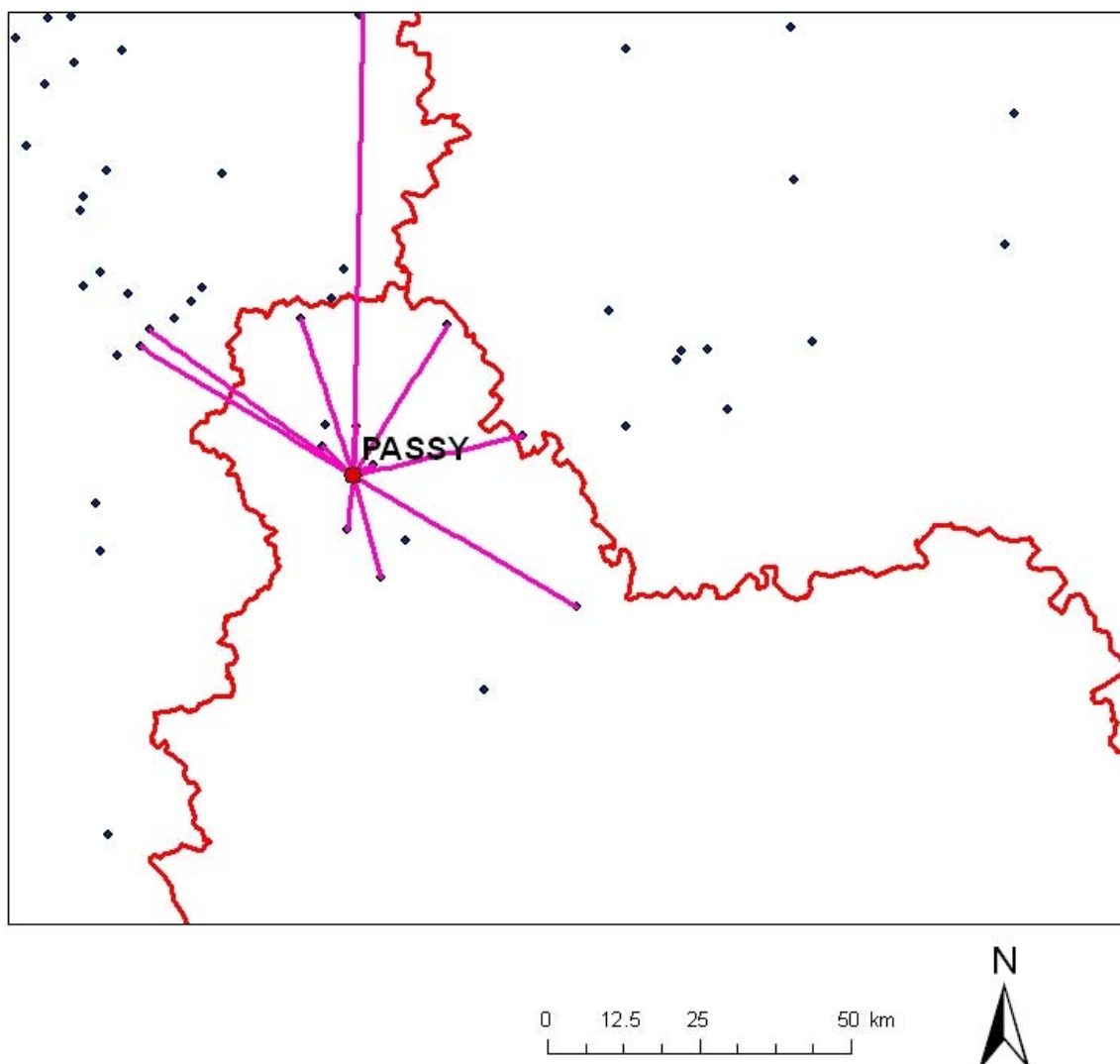
Données sur les résidences : Inrap/DRH

Traitement des données et réalisation cartographique : Inrap/DST/SMQ

NB : La réalisation des cartes a nécessité une vérification des données initiales et des résultats de leur traitement. Malgré l'attention portée à cette vérification, les résultats présentés doivent être lus et interprétés avec précaution.

Novembre 2012

Distances théoriques entre résidences familiales et résidences administratives des agents pour la métropole Centre de Passy



Légende

- Résidences administratives
- Passy
- ◆ Résidences familiales
- Contours de DIR

Source des données :

Contours des DIR et données géographiques communales : GEOFLA®, ©IGN, 2011

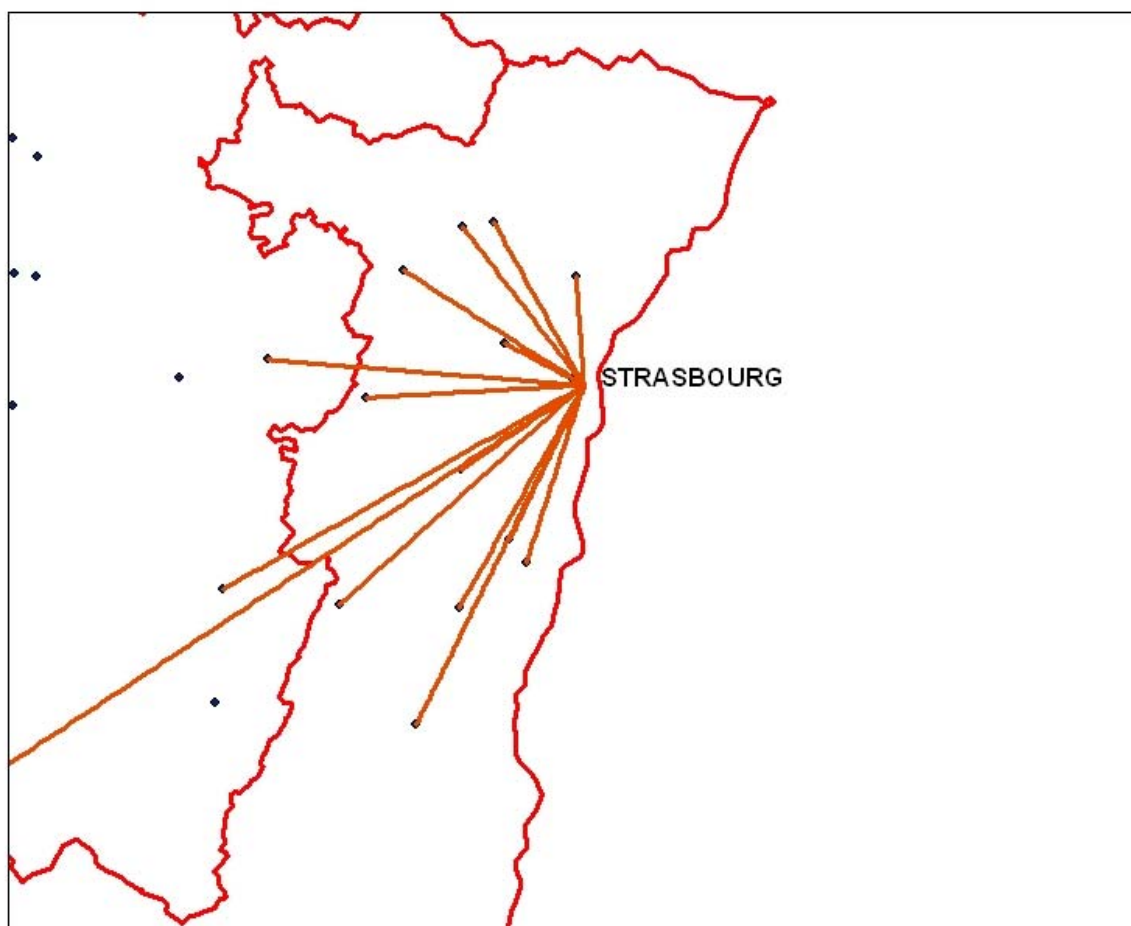
Données sur les résidences : Inrap/DRH

Traitement des données et réalisation cartographique : Inrap/DST/SMQ

NB : La réalisation des cartes a nécessité une vérification des données initiales et des résultats de leur traitement. Malgré l'attention portée à cette vérification, les résultats présentés doivent être lus et interprétés avec précaution.

Novembre 2012

Distances théoriques entre résidences familiales et résidences administratives des agents pour la métropole Centre de Strasbourg



Légende

- Résidences administratives
- Strasbourg
- ◆ Résidences familiales
- Contours de DIR

Source des données :

Conours des DIR et données géographiques communales : GEOFLA®, ©IGN, 2011

Données sur les résidences : Inrap/DRH

Traitement des données et réalisation cartographique : Inrap/DST/SMQ

NB : La réalisation des cartse a nécessité une vérification des données initiales et des résultats de leur traitement. Malgré l'attention portée à cette vérification, les résultats présentés doivent être lus et interprétés avec précaution.

Novembre 2012

3.1. Situation des baux en cours

Implantations DIR GES	surf. m2	pkgs	PP (CDI)	PP (CDD)	ratio m2/PP	Loyer HT HC € base 2012	prix/m2 € HT HC	prochaine échéance (si ≠ de fin de bail)	Fin de bail
Alsace									
STRASBOURG CRA	1 010		31	6	27	46 087	46		30/01/2014
Bourgogne									
DIJON DIR-CRA	2 139	49	64	13	28	327 772	153		18/06/2023
PASSY CRA BSC	750		9	2	68	0	0		11/07/2014
Franche-Comté									
BESANCON CRA	1 575		32	7	40	47 895	30		31/07/2016
TOTAL SURFACES GES	5 474		136	28	33	421 754			

3.2. Diagnostic

La situation de cette interrégion apparaît globalement satisfaisante.

3.2.1. Région Bourgogne (65 ETPT CDI correspondant à 73 personnes physiques)

Direction interrégionale GES et Centre de recherches archéologiques de Dijon (2 139 m²)
5 rue Fernand Holweck, 21000 Dijon

Depuis le 1^{er} novembre 2011, un nouveau site sur trois niveaux (2 139 m²) jouxtant le campus de l'université de Dijon, conçu pour les besoins de l'Inrap et construit selon les normes environnementales BBC (bâtiment basse consommation), remplace, en réunissant le centre de recherches archéologiques et le siège de la direction interrégionale, les 2 sites préexistants.

Ce site permet de renforcer les liens et la collaboration des chercheurs des différentes institutions partenaires au sein de l'UMR domiciliée à l'Université de Bourgogne (Université, CNRS, ministère de la Culture, Inrap, etc.) et est équipé de tous les espaces assurant le respect de l'ensemble de la chaîne opératoire pour le traitement du mobilier archéologique.

Le bail est conclu pour une durée de 11 ans et 9 mois, expirant en juin 2023.

Centre de recherches archéologiques de Passy (750 m²)
Ancienne école de Passy, 18 rue de la Chapelle, 89510 Passy

Ce centre, bien sous contrôle de l'Inrap, est utilisé conjointement par la direction interrégionale Centre-Ile-de-France et la direction interrégionale Grand-Est-Sud. Il constitue un exemple d'une mutualisation réussie dans l'utilisation du patrimoine immobilier de l'État.

Onze bureaux, un espace de lavage/séchage, une salle de réunion/documentation et une salle de détente ont été créés par l'Inrap pour permettre aux agents (9 et 8 agents

respectivement des directions GES et CIF) de travailler dans des conditions jugées correctes, à proximité des fouilles, tout en disposant d'un espace de dépôt.

3.2.2. Région Franche-Comté (27 ETPT CDI correspondant à 32 personnes physiques)

Centre de recherches archéologiques de Besançon (1 575 m2) ZI des Tilleroyes, 9 rue Lavoisier, 25000 Besançon

Ce centre bénéficie d'un programme de rénovation mis en œuvre de manière continue depuis 2003 : 9 bureaux en plus des 4 bureaux existant initialement ont été créés. Une salle de documentation, une salle de réunion, une salle de lavage/séchage et enfin, un espace détente ont été aménagés ; un espace pour le traitement du mobilier archéologique et un réaménagement de la salle de lavage/séchage ont été effectués.

Le bâtiment permet d'accueillir dans de bonnes conditions les agents affectés à ce centre et, au regard du potentiel de ce site, la création de postes de travail supplémentaires serait possible si le besoin s'en faisait sentir.

Les aménagements doivent être poursuivis pour améliorer la qualité de ce centre.

3.2.3. Région Alsace (29 ETPT CDI correspondant à 31 personnes physiques)

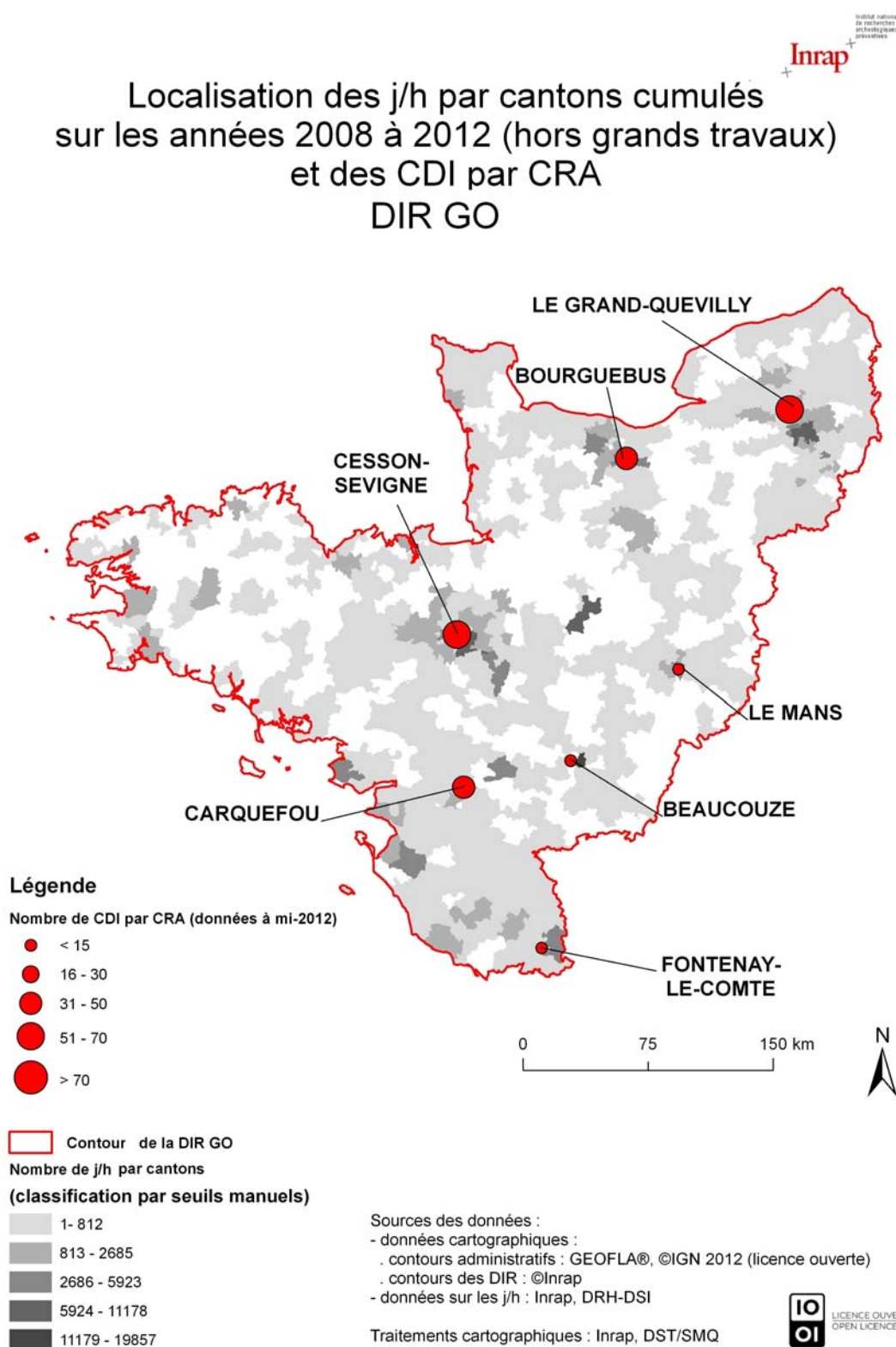
Centre de recherches archéologiques de Strasbourg (1 010 m2) 10, rue d'Altkirch, 67100 Strasbourg

Ce centre bénéficie également d'un programme de travaux d'aménagement depuis 2003 qui a permis, entre 2004 et 2011, la réalisation de bureaux, de salles de lavage et de traitement de mobilier adaptées aux besoins, d'un nouvel espace détente, d'une salle de documentation, etc.

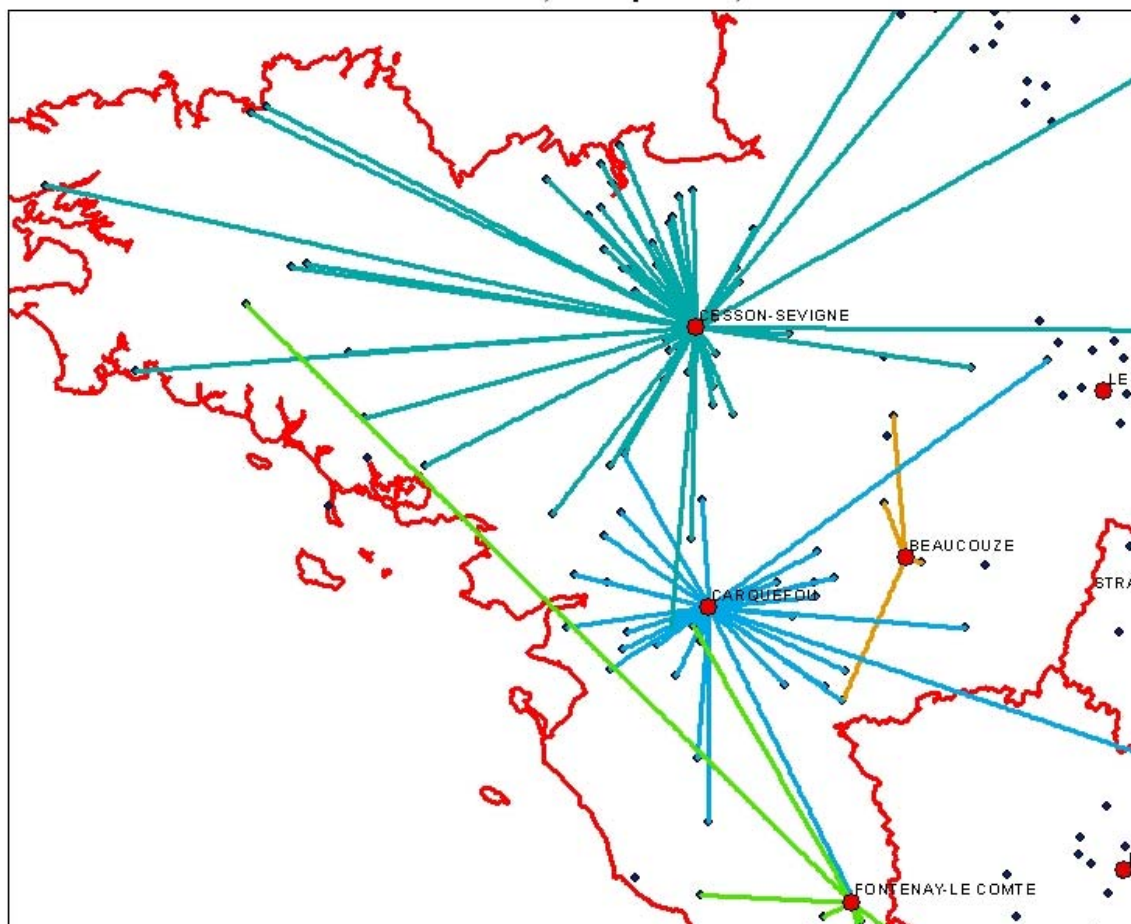
Pour autant, les locaux doivent encore être améliorés.

4. Annexe 4. Direction interrégionale Grand-Ouest (GO)

Cette direction recouvre 89.196 km², représente 19,91 % de l'activité opérationnelle totale 2012 de l'Inrap et compte 15 % de ses agents (2012 - hors siège).



Distances théoriques entre résidences familiales et résidences administratives des agents pour la métropole Centres de Cesson-Sévigné, Fontenay-le-Comte, Beaucouzé, Carquefou,



Légende

- Résidences administratives
- Fontenay-le-Comte
- Cesson-Sévigné
- Carquefou
- Beaucouzé
- ◆ Résidences familiales
- Contours de DIR

0 25 50 100 km



Source des données :

Contours des DIR et données géographiques communales : GEOFLA®, ©IGN, 2011

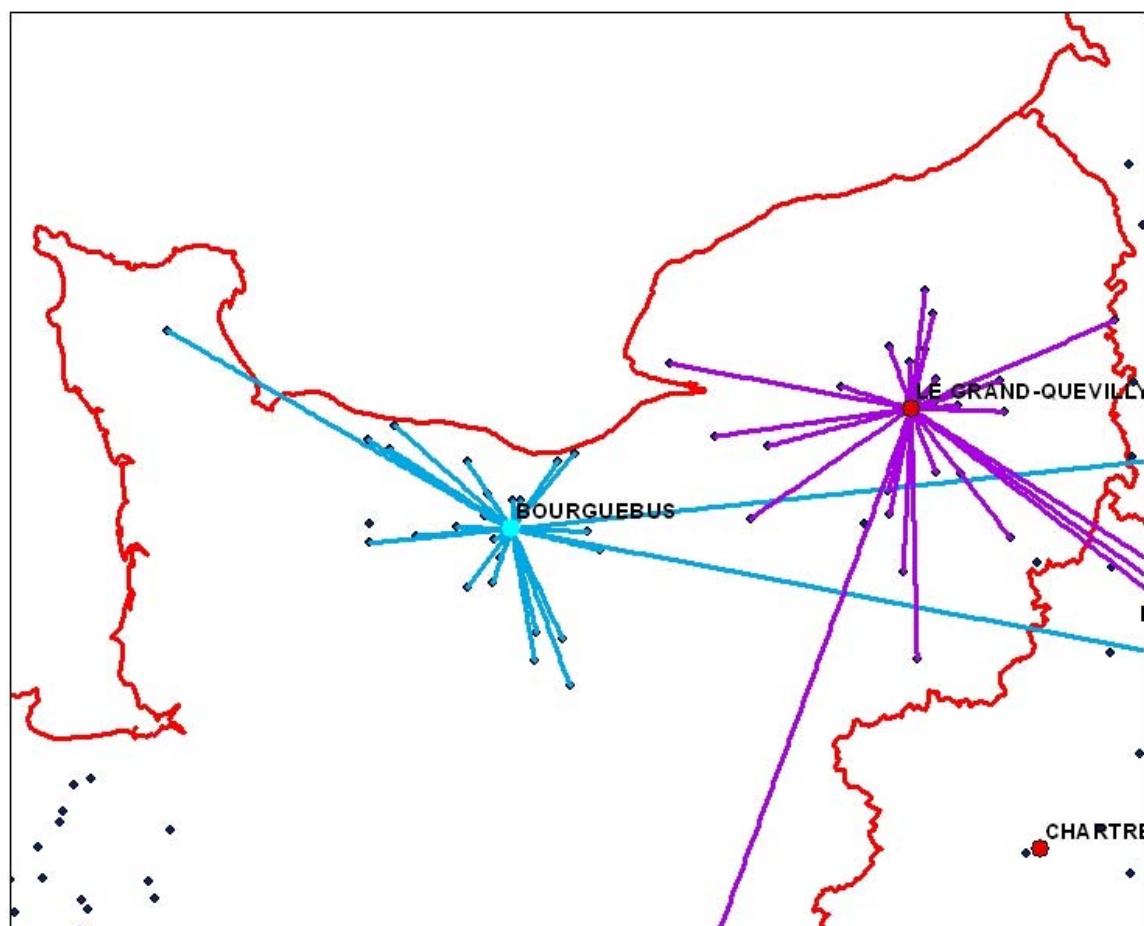
Données sur les résidences : Inrap/DRH

Traitement des données et réalisation cartographique : Inrap/DST/SMQ

NB : La réalisation des cartes a nécessité une vérification des données initiales et des résultats de leur traitement. Malgré l'attention portée à cette vérification, les résultats présentés doivent être lus et interprétés avec précaution.

Novembre 2012

Distances théoriques entre résidences familiales et résidences administratives des agents pour la métropole Centres de Bourguébus, Le Grand-Quevilly



Légende

- Résidences administratives
- Le_Grand-Quevilly
- Bourguébus
- ♦ Résidences familiales
- Contours de DIR

Source des données :

Contours des DIR et données géographiques communales : GEOFLA®, ©IGN, 2011

Données sur les résidences : Inrap/DRH

Traitement des données et réalisation cartographique : Inrap/DST/SMQ

NB : La réalisation des cartes a nécessité une vérification des données initiales et des résultats de leur traitement. Malgré l'attention portée à cette vérification, les résultats présentés doivent être lus et interprétés avec précaution.

Novembre 2012

4.1. Situation des baux en cours

Implantations DIR GO	surf. m2	pkgs	PP (CDI)	PP (CDD)	ratio m2/PP	Loyer HT HC € base 2012	prix/m2 € HT HC	prochaine échéance (si ≠ de fin de bail)	Fin de bail
Bretagne									
CESSON DIR-CRA base	916	55	90	16	9	131 394	143	31/03/2016	31/03/2019
CESSON DIR-CRA sous loc	246	15	0		-	36 355	148		31/03/2016
CESSON Dépôt	230	3	0		-	17 113	74		28/02/2014
Haute et Basse Normandie									
BOURGUEBUS CRA	1 350		37	7	31	54 527	40	31/10/2018	31/10/2021
LE GRAND-QUEVILLY CRA	2 075	22	52	10	33	215 129	104		30/06/2017
Pays-de-Loire									
BEAUCOUZE CRA	525	2	9	2	48	42 000	80	06/12/2014	06/12/2020
CARQUEFOU CRA	2 025		49	10	34	245 171	121		31/12/2013
FONTENAY-LE COMTE CRA	873		12	3	58	51 100	59		31/07/2014
LE MANS CRA	1 051	oui	14	3	62	81 284	77		31/08/2017
TOTAL SURFACES GO	9 291		263	51	30	874 073			

4.2. Diagnostic

4.2.1. Région Bretagne (82 ETPT CDI correspondant à 90 personnes physiques)

**Direction interrégionale GO et
Centre de recherches archéologiques de Cesson-Sévigné (1 162 m²)
37 rue du Bignon, 35500 Cesson-Sévigné**

Ouvert depuis 2001, il accueille aussi le siège de la direction interrégionale.

Les surfaces occupées se rattachent à deux baux différents, l'un de 916 m², à échéance du 31 mars 2019, avec résiliation possible au 31 mars 2016, et l'autre de 246 m², en cours de renouvellement pour échéance à fin mars 2016.

Les fonctionnalités des locaux spécifiques sont de qualité moyenne.

**Dépôt de Cesson-Sévigné (230 m²)
7 rue des Charmilles, 35500 Cesson-Sévigné**

Le bail d'une durée ferme de 9 ans arrive à échéance le 28 février 2014. Situé non loin des locaux du centre de recherches archéologiques de Cesson-Sévigné, ce dépôt est loué pour y entreposer l'ensemble du matériel de fouille, des archives administratives et du mobilier archéologique.

4.2.2. Région Haute-Normandie (47 ETPT CDI correspondant à 52 personnes physiques)

***Centre de recherches archéologiques de Grand-Quevilly (2 075 m²)
30 bd de Verdun, 76120 Le Grand-Quevilly***

Ouvert récemment (2009) dans des bâtiments neufs, il offre à l'institut un outil de travail géographiquement bien situé et de taille adaptée à l'activité.
Les fonctionnalités des locaux spécifiques sont de qualité moyenne.

Son bail expire le 30 juin 2017.

4.2.3. Région Basse-Normandie (34 ETPT CDI correspondant à 37 personnes physiques)

***Centre de recherches archéologiques de Bourguébus (1 350 m²)
4 bd de l'Europe, 14540 Bourguébus***

Créé en 2001, il permet de couvrir les besoins de la région.

Hormis les extensions récentes, la fonctionnalité et l'état général du centre nécessitent un examen attentif. La succession d'extensions au fil des ans (salle de lavage, bibliothèque, bureaux), toutes gagnées sur la zone d'entrepôt, n'aboutit pas en effet à une disposition facilitant la chaîne opératoire et le bon fonctionnement des équipes.

Dans la perspective de la réalisation d'un projet d'amélioration des locaux existants, le bail qui expirait le 30 octobre 2012 à la suite d'un renouvellement pour une période de 3 ans, a été renouvelé pour une période de 9 ans, dont 6 ans fermes.

4.2.4. Région Pays-de-Loire (77 ETPT CDI correspondant à 84 personnes physiques)

Ouest de la région Pays de Loire

***Centre de recherches archéologiques de Carquefou (2 025 m²)
4 rue du Tertre, 44400 Carquefou***

Il a été ouvert en 2005 après rénovation par le propriétaire. Si ces locaux sont adaptés au cahier des charges, leur utilisation n'est pas optimisée et leur coût élevé.

***Centre de recherches archéologiques de Fontenay-le-Comte (873 m²)
31 allée des Justices, 85200 Fontenay-le-Comte***

L'échéance triennale du bail (31 août 2012) a conduit l'Inrap à le résilier à titre conservatoire dans la perspective d'une renégociation de son montant. Cette stratégie a fonctionné et un bail précaire de 23 mois (avec un montant de loyer réduit de 12 %), expirant le 31 juillet 2014, a été signé le 21 septembre 2012.
Les locaux sont globalement satisfaisants.

Est de la région Pays de Loire

Centre de recherches archéologiques de Beaucouzé (525 m²) 10 rue de la Caillardière, 49070 Beaucouzé

Le centre de Beaucouzé, ouvert fin 2011, est bien adapté aux besoins de l'activité.

L'échéance triennale du bail est fixée au 6 décembre 2014.

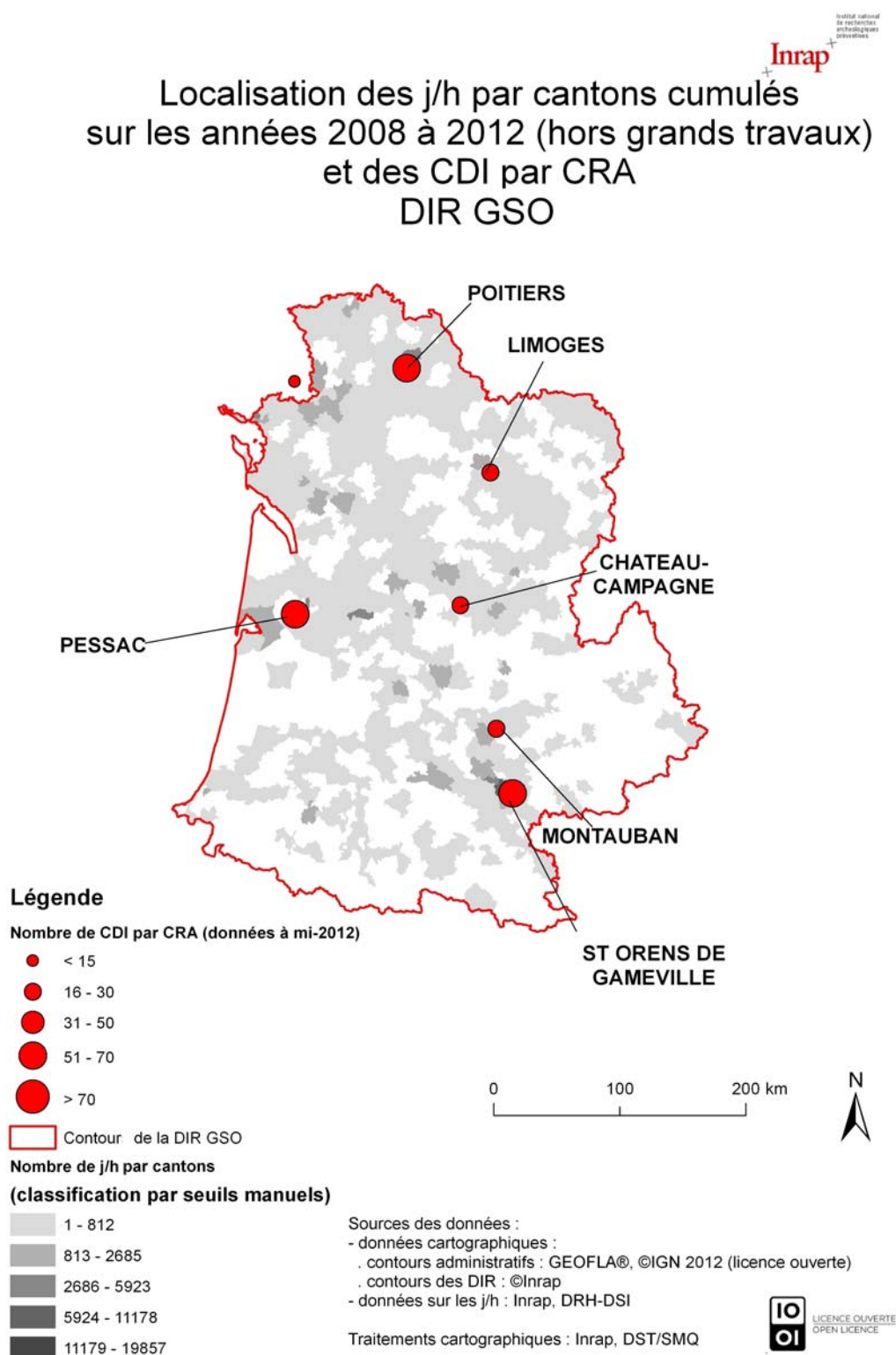
Centre de recherches archéologiques du Mans (1 051 m²) 20 rue Hippolyte-Foucault, 72200 le Mans

Occupés depuis 2005 par l'Inrap, ces locaux ont fait l'objet en 2008 et en 2009 de travaux d'extension et d'aménagement. Le centre répond aux besoins de l'activité. Le bail court jusqu'en 2017.

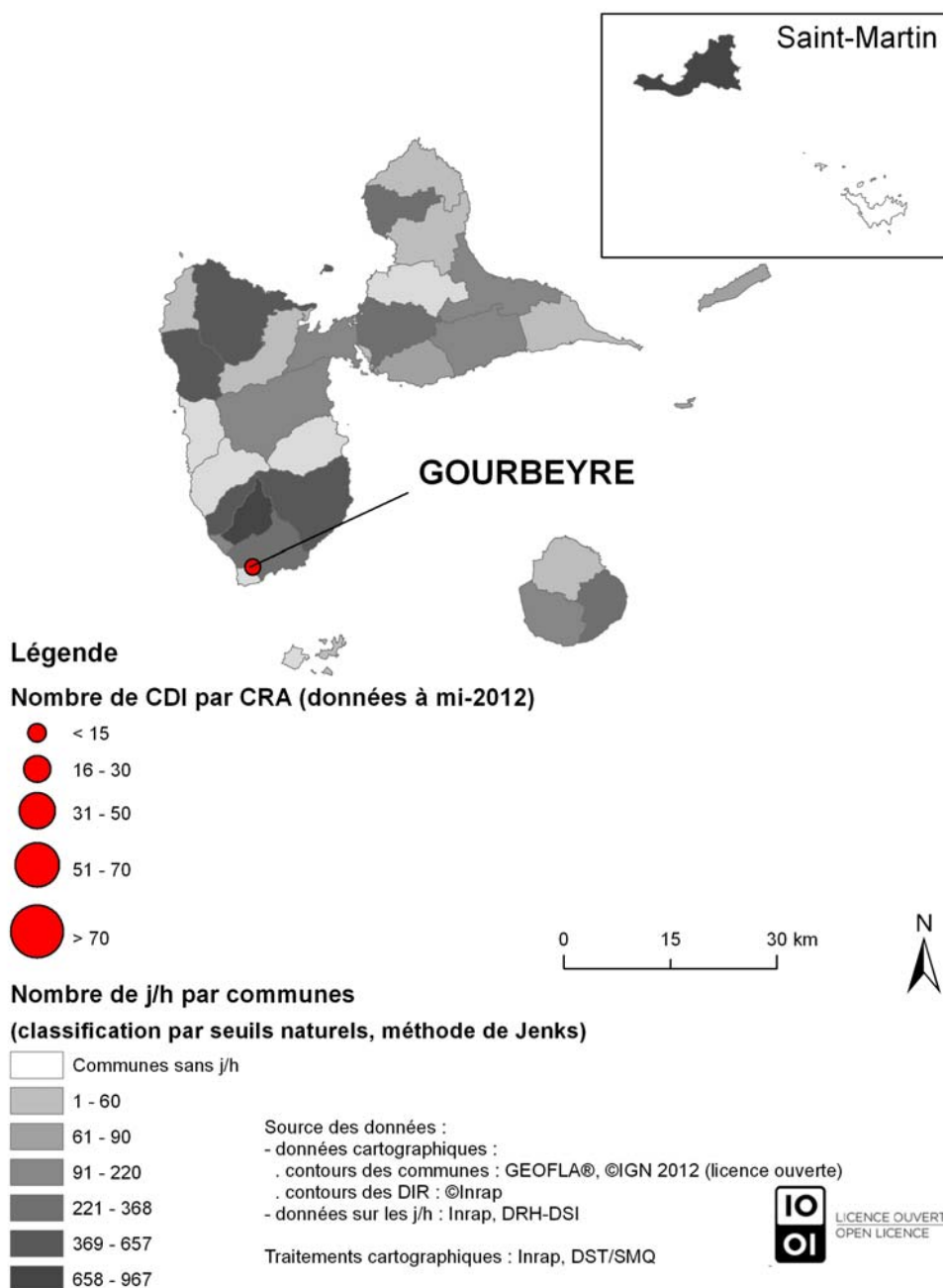
PROJET

5. Annexe 5. Direction interrégionale Grand-Sud Ouest (GSO)

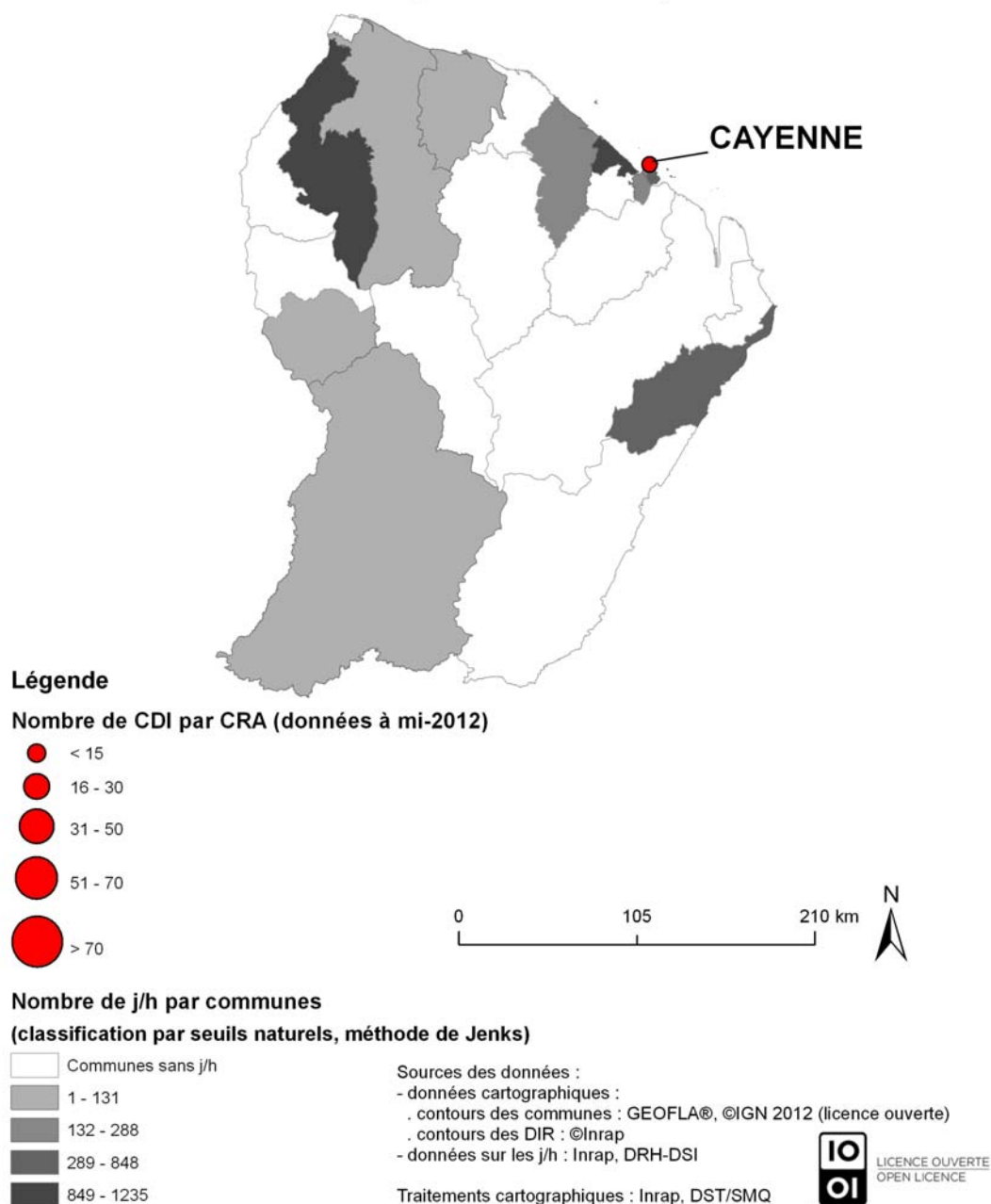
Cette direction recouvre 129.408 km² (hors DOM), représente 16.8 % de l'activité opérationnelle totale de l'Inrap et compte (2012) 15 % de ses agents (hors siège).



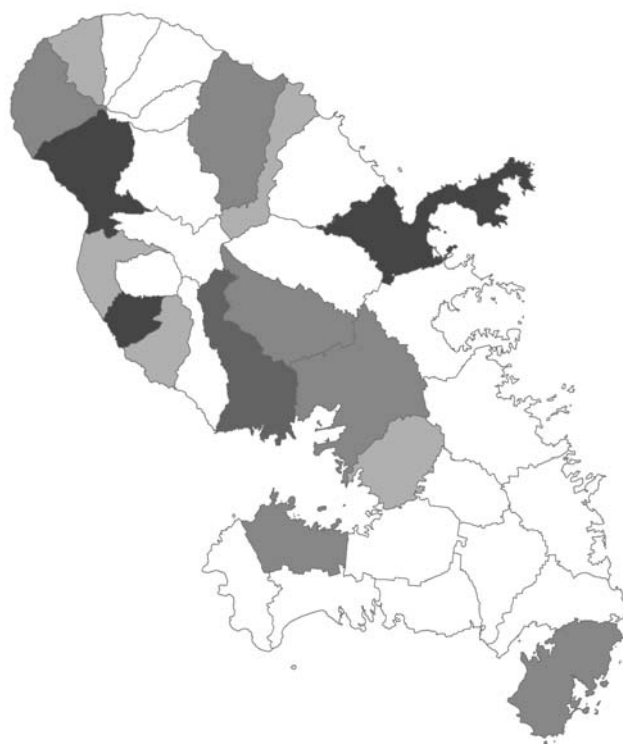
Localisation des j/h par communes cumulés entre 2008 et 2012 (hors grands travaux) et des CDI par CRA - Guadeloupe



Localisation des j/h par communes cumulés entre 2008 et 2012 (hors grands travaux) et des CDI par CRA - Guyane



Localisation des j/h par communes cumulés entre 2008 et 2012 (hors grands travaux) Martinique



0 12.5 25 km



Légende

Nombre de j/h par communes

(classification par seuils naturels, méthode de Jenks)

Communes sans j/h

1 - 35

36 - 76

77 - 189

190 - 554

Source des données :

- données cartographiques :

. contours des communes : GEOFLA®, ©IGN 2012 (licence ouverte)

. contours des DIR : ©Inrap

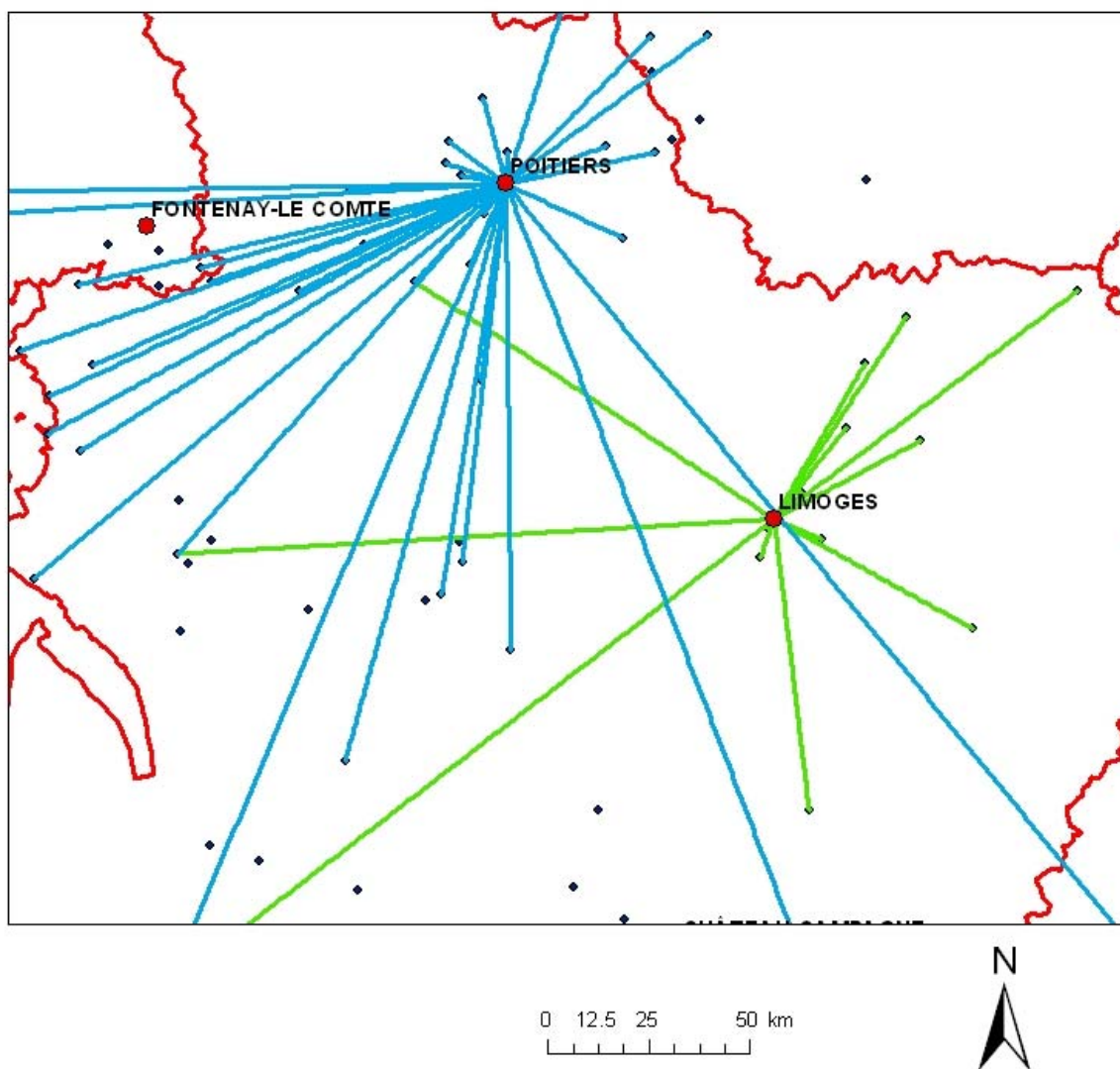
- données sur les j/h : Inrap, DRH-DSI

Traitements cartographiques : Inrap, DST/SMQ



LICENCE OUVERTE
OPEN LICENCE

Distances théoriques entre résidences familiales et résidences administratives des agents pour la métropole Centres de Limoges, Poitiers



Légende

- Résidences administratives
- Poitiers
- Limoges
- ◆ Résidences familiales
- Contours de DIR

Source des données :

Contours des DIR et données géographiques communales : GEOFLA®, ©IGN, 2011

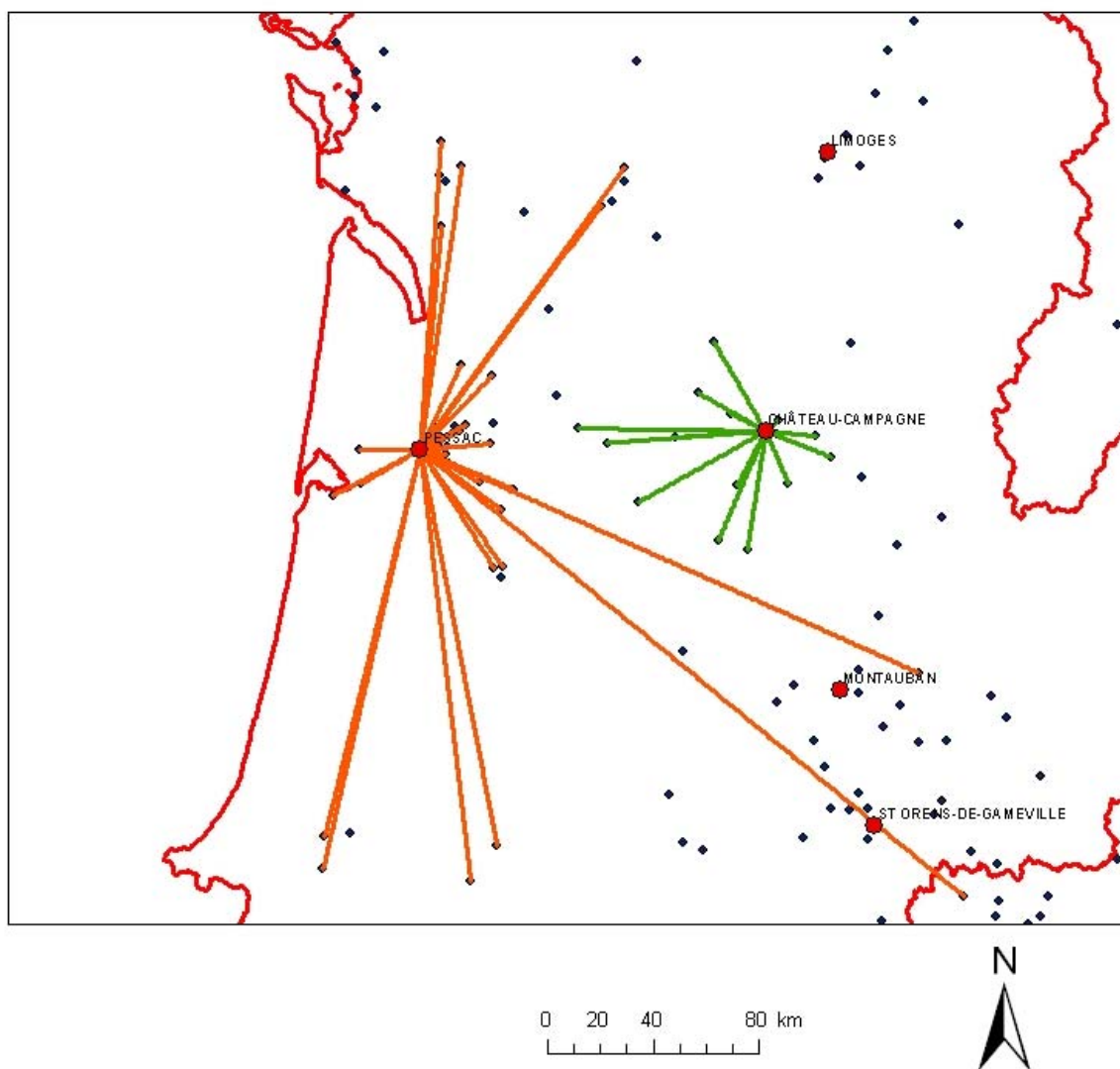
Données sur les résidences : Inrap/DRH

Traitement des données et réalisation cartographique : Inrap/DST/SMQ

NB : La réalisation des cartes a nécessité une vérification des données initiales et des résultats de leur traitement. Malgré l'attention portée à cette vérification, les résultats présentés doivent être lus et interprétés avec précaution.

Novembre 2012

Distances théoriques entre résidences familiales et résidences administratives des agents pour la métropole Centres de Pessac, Château-Campagne



Légende

- Résidences administratives
- Pessac
- Campagne
- Résidences familiales
- Contours de DIR

Source des données :

Contours des DIR et données géographiques communales : GEOFLA®, ©IGN, 2011

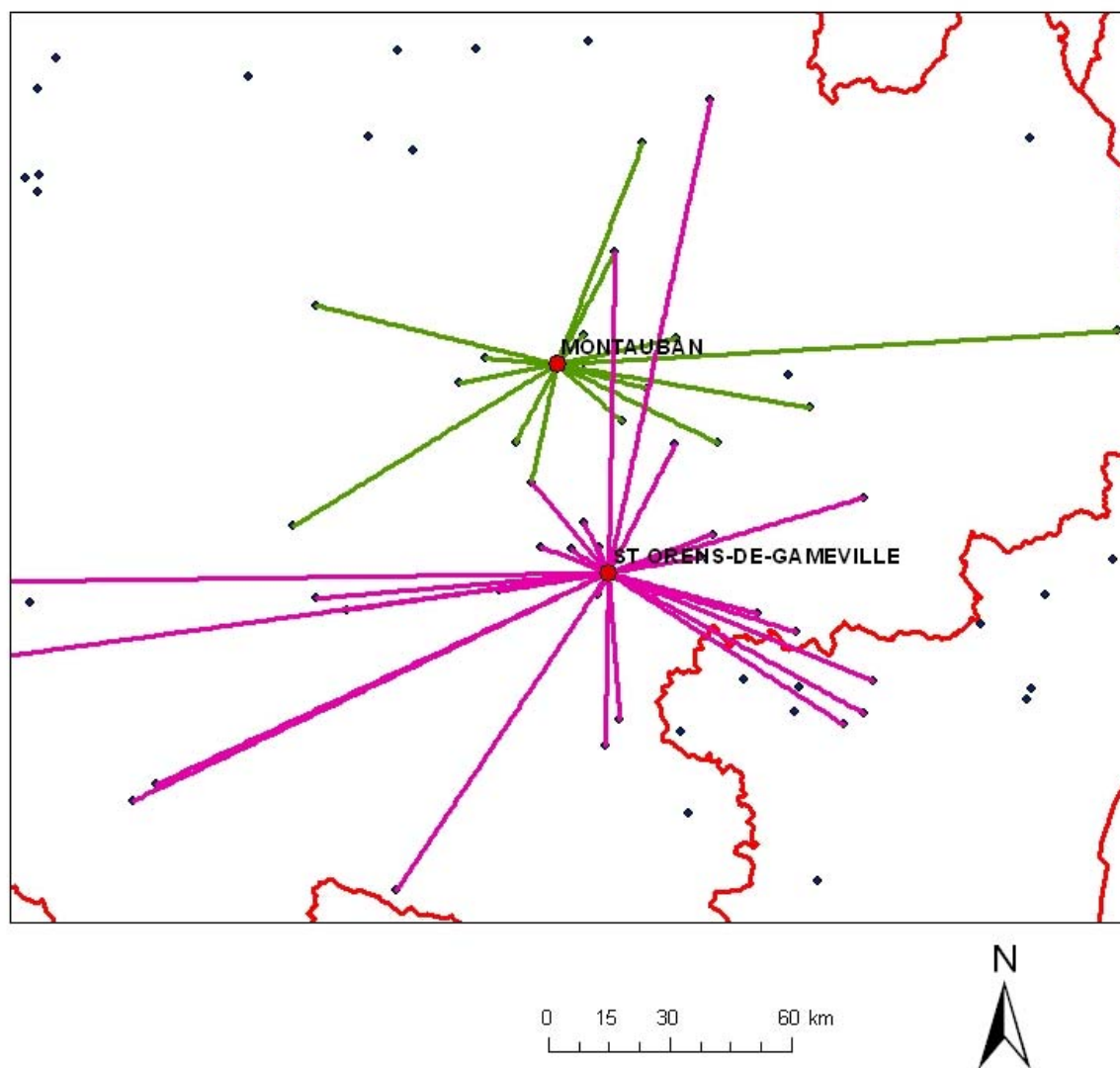
Données sur les résidences : Inrap/DRH

Traitement des données et réalisation cartographique : Inrap/DST/SMQ

NB : La réalisation des cartes a nécessité une vérification des données initiales et des résultats de leur traitement. Malgré l'attention portée à cette vérification, les résultats présentés doivent être lus et interprétés avec précaution.

Novembre 2012

Distances théoriques entre résidences familiales et résidences administratives des agents pour la métropole Centres de Montauban, Saint-Orens-de-Gameville



Légende

- Résidences administratives
- St-Orens-de-Gameville
- Montauban
- ♦ Résidences familiales
- Contours de DIR

Source des données :

Contours des DIR et données géographiques communales : GEOFLA®, ©IGN, 2011

Données sur les résidences : Inrap/DRH

Traitement des données et réalisation cartographique : Inrap/DST/SMQ

NB : La réalisation des cartes a nécessité une vérification des données initiales et des résultats de leur traitement. Malgré l'attention portée à cette vérification, les résultats présentés doivent être lus et interprétés avec précaution.

Novembre 2012

5.1. Situation des baux en cours

Implantations DIR GSO	surf. m2	pkgs	PP (CDI)	PP (CDD)	ratio m2/PP	Loyer HT HC € base 2012	prix/m2 € HT HC	prochaine échéance (si ≠ de fin de bail)	Fin de bail
Aquitaine									
AIRE SUR L'ADOUR Dépôt	350		0		-	30 490	87		31/03/2014
BEGLES DIR	535		21	2	23	52 061	97	31/05/2014	31/05/2017
CAMPAGNE CRA BSC	345	oui	21	4	14	0	-		19/08/2029
PESSAC CRA	1 170		55	11	18	89 864	77		31/10/2014
PESSAC Dépôt	260		0		-	14 154	54		31/03/2014
Limousin									
LIMOGES CRA	682		19	4	30	51 367	75	31/07/2015	31/07/2015
Midi-Pyrénées									
MONTAUBAN CRA	1 566	1	25	5	52	153 816	98		30/11/2018
ST ORENS CRA	1 306	oui	51	10	21	91 734	70	30/04/2016	30/04/2019
TOULOUSE	550	oui	0		-	43 850	80		31/08/2013
Poitou-Charentes									
POITIERS CRA	1 233	0	55	11	19	86 630	70		29/11/2016
POITIERS PKGS	0	20	0		-	3 998	-		30/11/2016
L'ISLE D'ESPAGNAC non pérenne	1 024		0		-	36 200	35	14/10/2015	14/10/2018
DOM									
CAYENNE CRA	464	20	12	3	31	152 987	330		31/03/2019
GOURBEYRE CRA	320	oui	7		46	36 137	113		13/10/2013
GROS MORNE	95	0	0		-	7 200	76		30/04/2014
TOTAL SURFACES GSO	9 900		266	50	31	850 488			

5.2. Diagnostic

Siège de la direction interrégionale
210 cours Victor Hugo, 33130 Bègles

Le siège de la direction interrégionale a fait l'objet, en 2009, d'une prise à bail de 535 m² de bureaux. Cette opération visait à soulager le site de Pessac par transfert des agents fonctionnels qui y étaient affectés. Le bail expire le 31 mai 2014.

5.2.1. Région Aquitaine (86 ETPT CDI correspondant à 97 personnes physiques)

Centre de recherches archéologiques de Campagne (345 m²)
Domaine de Campagne, 24260 Campagne

Ce centre – bien sous contrôle de l'Inrap – permet de répondre aux besoins actuels. Son état général est très satisfaisant.

***Centre de recherches archéologiques de Pessac (1 170 m²)
156 av. Jean Jaurès, 33600 Pessac***

Berceau historique des activités de l'Inrap en Aquitaine, le centre de Pessac, saturé, est situé dans un bâtiment dont l'état est médiocre. Il se décompose en quatre parties, non adjacentes, rendant difficile une utilisation optimale de l'espace.

La mairie de Pessac, propriétaire, récupérera le bâtiment à l'échéance du bail (31 octobre 2014).

***Dépôt de Pessac (260 m²)
186 av. du Général Leclerc, 33600 Pessac***

La fin de la location du dépôt du quartier de Toctoucau est prévue à l'expiration du bail précaire, le 31 mars 2014. Le mobilier archéologique qu'abrite ce local promis à une démolition prochaine sera pour l'essentiel transféré à l'État et pour le reste redéployé dans d'autres sites à cette échéance.

***Base arrière d'Aire-sur-l'Adour (350 m²),
Lotissement Peyran, 40800 Aire-sur-l'Adour.***

Utilisée pour les opérations de l'A 65, cette base a donné satisfaction mais ne serait pas à renouveler à l'échéance triennale du bail le 31 mars 2014, la question de la conservation du mobilier archéologique appartenant à l'État devant avoir été résolue d'ici là.

5.2.2. Région Limousin (18 ETPT CDI correspondant à 19 personnes physiques)

***Centre de recherches archéologiques de Limoges (682 m²)
18 allée des Gravelles, ZI nord n° 2, 87000 Limoges***

Ce centre répond aux besoins de l'activité. Son bail expire le 31 juillet 2015. L'état général des locaux est satisfaisant.

5.2.3. Région Midi-Pyrénées (67 ETPT CDI correspondant à 76 personnes physiques)

***Centre de recherches archéologiques de St-Orens-de-Gameville (1 306 m²)
ZI les Pinsons, 13 rue du Négoce, 31650 St-Orens-de-Gameville***

Les progrès permis par son extension ont amélioré les conditions de travail des agents qui y sont affectés. Pour autant le centre est exigu au regard du nombre d'agents, sa fonctionnalité reste médiocre et son état général n'est pas très satisfaisant.

***Centre de recherches archéologiques de Montauban (1 566 m²)
Impasse de Lisbonne, Zac Albasud, 82000 Montauban***

L'ouverture de ce centre en 2010 permet aux agents qui y sont affectés de bénéficier d'installations fonctionnelles et adaptées. L'installation d'une aire de lavage extérieur parachèverait cette implantation de qualité.

***Dépôt de Toulouse (550 m²)
24 rue Théron de Montaugé, 31200 Toulouse***

A l'échéance du bail (31 août 2013), ce dépôt est à supprimer, le mobilier archéologique appartenant à l'État pouvant être transféré dans les locaux de Montauban.

5.2.4. Région Poitou-Charentes (50 ETPT CDI correspondant à 55 personnes physiques)

***Centre de recherches archéologiques de Poitiers (1 233 m²)
122 rue de la Bugellerie, zone République 3, 86000 Poitiers***

Ce site où se concentrent les activités de la région est déjà, malgré son ouverture récente (2008), saturé. Son bail expire le 29 novembre 2016. L'état général des locaux est très satisfaisant.

La fonctionnalité des locaux spécifiques est moyenne.

***Base arrière de l'Isle-d'Espagnac (1 024 m²),
57 avenue Maryse Bastié, 16340 l'Isle-d'Espagnac.***

Ouverte à l'occasion de l'opération de la LGV SEA Tours-Bordeaux, cette base dont les locaux sont satisfaisants, a vocation à être fermée à la fin des travaux de fouilles y afférents, soit aux environs de la date de l'échéance triennale du bail (13 octobre 2015).

5.2.5. Région Outre-mer (19 ETPT CDI correspondant à 19 personnes physiques)

En Guyane

***Centre de recherches archéologiques de Cayenne (464 m²)
842 chemin St-Antoine, 97300 Cayenne***

Ouvert depuis avril 2010, il est correctement dimensionné pour répondre aux activités actuelles et futures de ce département et le bâtiment est en bon état. Le bail expire le 31 mars 2019.

En Guadeloupe,

***Centre de recherches archéologiques de Gourbeyre (320 m²)
Maison Lacascade, route de Dolé, 97113 Gourbeyre***

Centre opérationnel ouvert en janvier 2011, il est bien adapté aux besoins et son état général est satisfaisant. L'échéance triennale du bail est fixée au 13 octobre 2013.

En Martinique

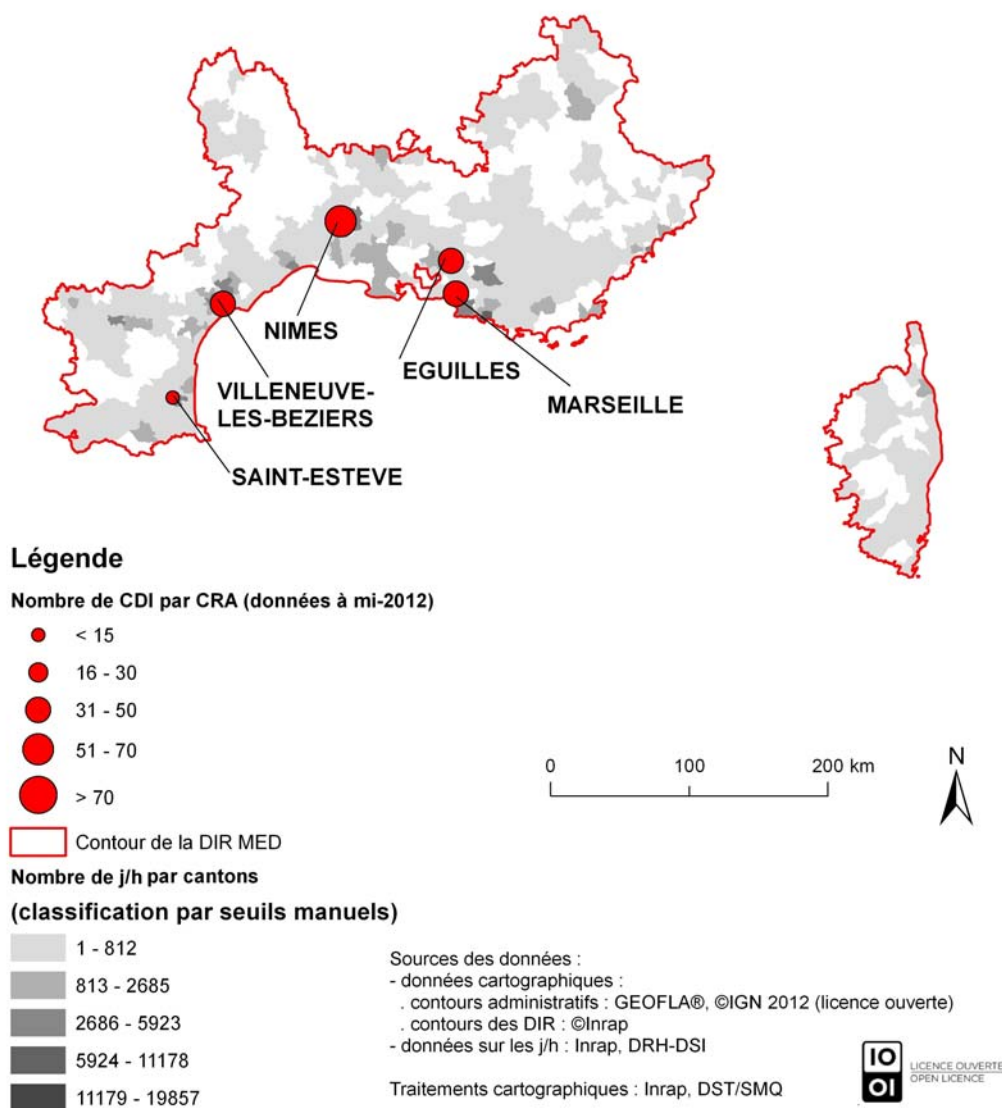
***Dépôt de Gros-Morne (95 m²)
41 rue Schoelcher, 97213 Gros-Morne***

Ce local a été loué (bail d'un an renouvelable) en mai 2012 afin de permettre d'y entreposer matériel et mobilier.

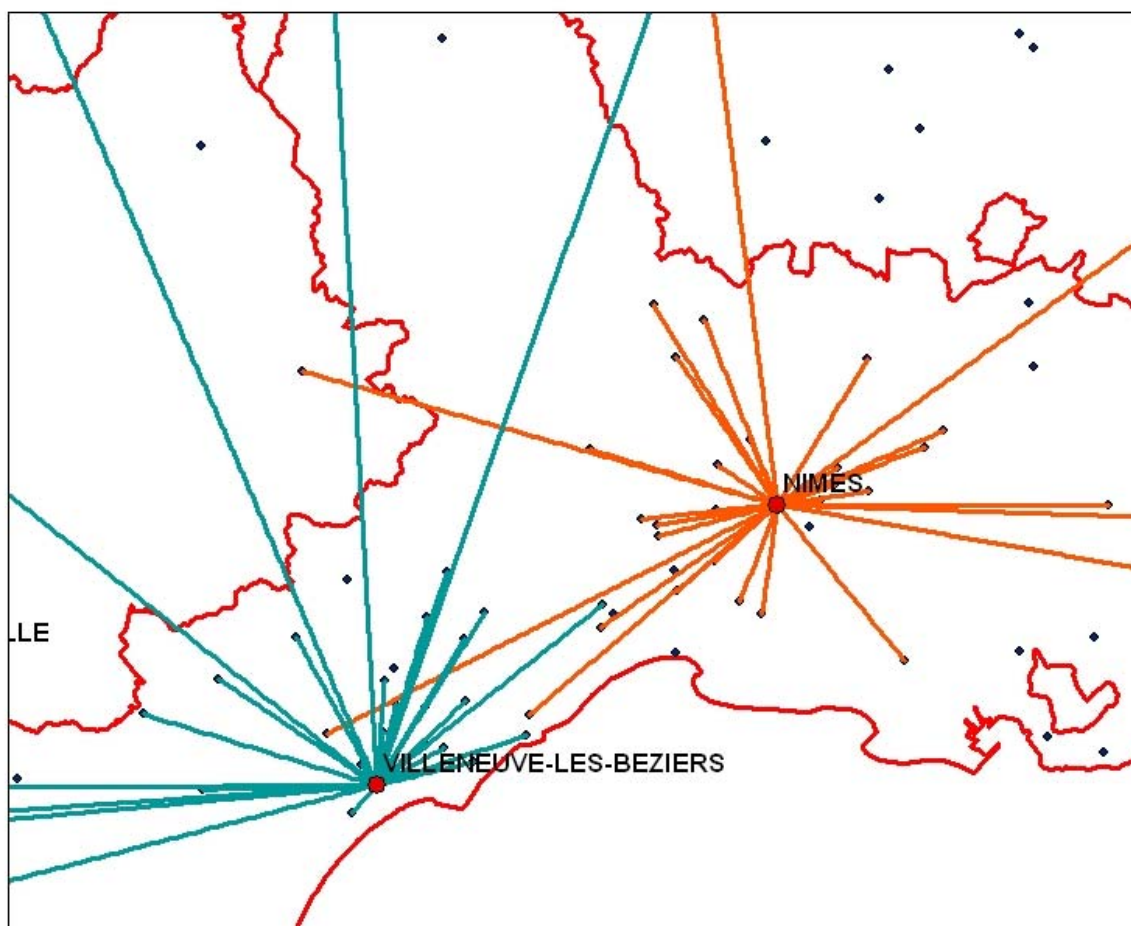
6. Annexe 6. Direction interrégionale Méditerranée (MED)

Cette direction recouvre 67.457 km², représente 10.2 % de l'activité opérationnelle totale de l'Inrap et compte (2012) 11 % de ses agents (hors siège).

Localisation des j/h par cantons cumulés sur les années 2008 à 2012 (hors grands travaux) et des CDI par CRA DIR MED



Distances théoriques entre résidences familiales et résidences administratives des agents pour la métropole Centres de Nîmes, Villeneuve-les-Béziers



Légende

- Résidences administratives
- Villeneuve-les-Béziers
- Nîmes
- ◆ Résidences familiales
- Contours de DIR

Source des données :

Contours des DIR et données géographiques communales : GEOFLA®, ©IGN, 2011

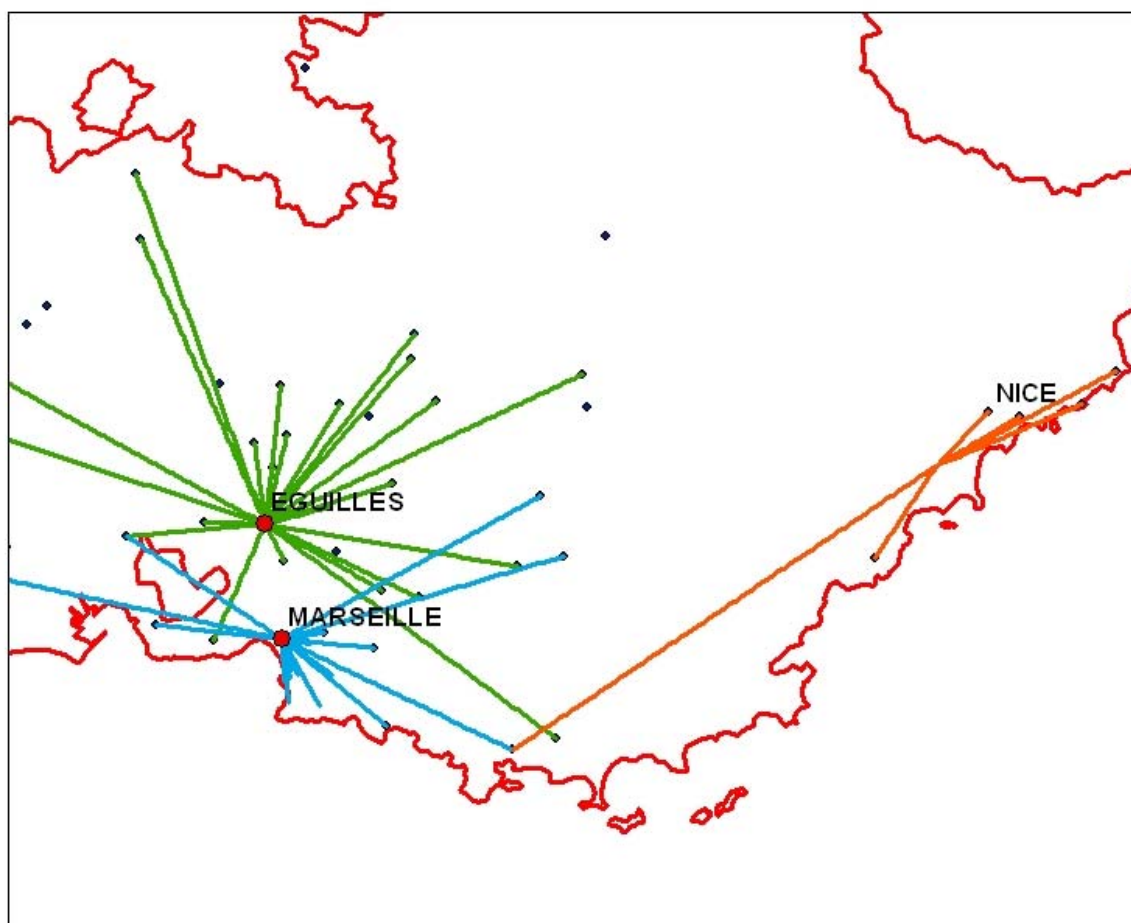
Données sur les résidences : Inrap/DRH

Traitement des données et réalisation cartographique : Inrap/DST/SMQ

NB : La réalisation des cartes a nécessité une vérification des données initiales et des résultats de leur traitement. Malgré l'attention portée à cette vérification, les résultats présentés doivent être lus et interprétés avec précaution.

Novembre 2012

Distances théoriques entre résidences familiales et résidences administratives des agents pour la métropole Centres de Marseille, Eguiilles et agents affectés à Nice



0 10 20 40 km



Légende

- Résidences administratives
- Nice
- Marseille
- Eguiilles
- ◆ Résidences familiales
- Contours de DIR

Source des données :

Contours des DIR et données géographiques communales : GEOFLA®, ©IGN, 2011

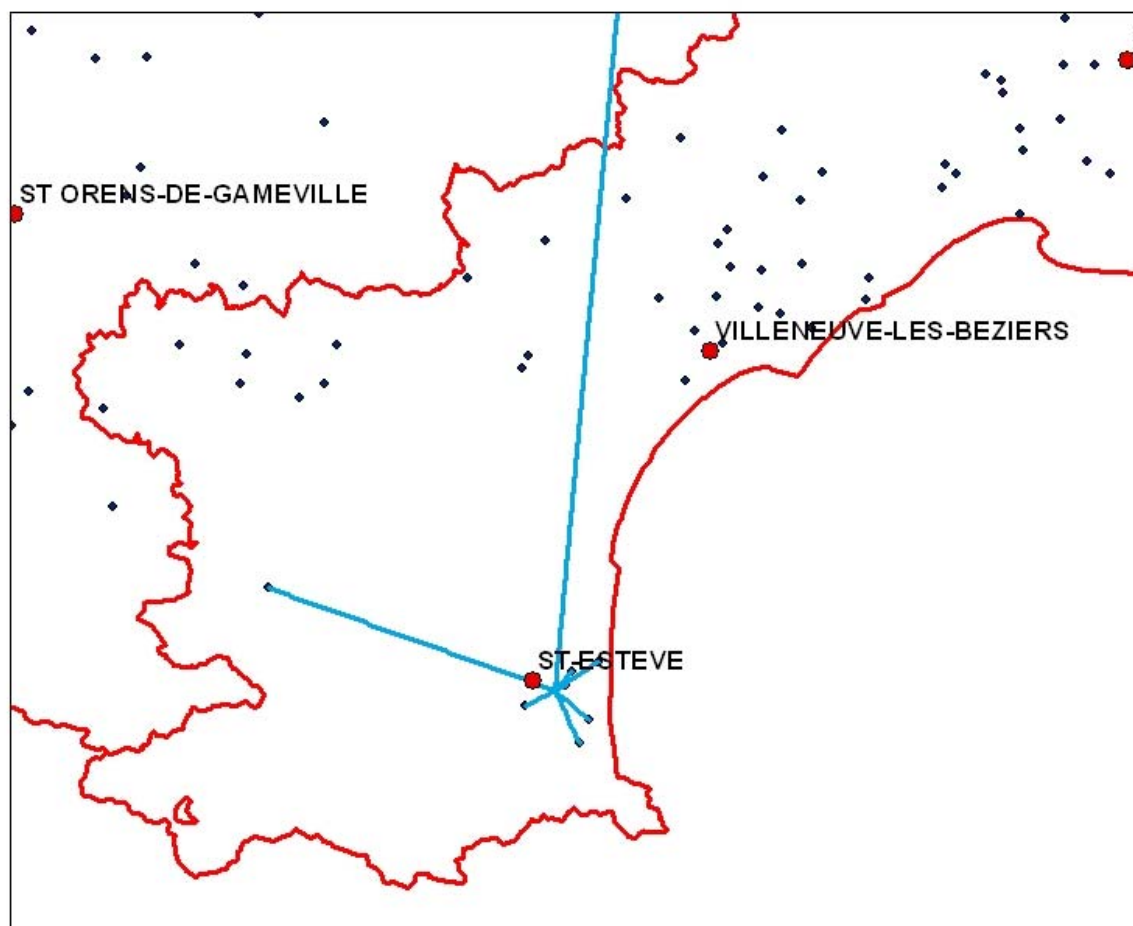
Données sur les résidences : Inrap/DRH

Traitement des données et réalisation cartographique : Inrap/DST/SMQ

NB : La réalisation des cartes a nécessité une vérification des données initiales et des résultats de leur traitement. Malgré l'attention portée à cette vérification, les résultats présentés doivent être lus et interprétés avec précaution.

Novembre 2012

Distances théoriques entre résidences familiales et résidences administratives des agents pour la métropole Centre de Saint-Estève



Légende

- Résidences administratives
- St-Estève
- Résidences familiales
- Contours de DIR

Source des données :

Contours des DIR et données géographiques communales : GEOFLA®, ©IGN, 2011

Données sur les résidences : Inrap/DRH

Traitement des données et réalisation cartographique : Inrap/DST/SMQ

NB : La réalisation des cartes a nécessité une vérification des données initiales et des résultats de leur traitement. Malgré l'attention portée à cette vérification, les résultats présentés doivent être lus et interprétés avec précaution.

Novembre 2012

6.1. Situation des baux en cours

Implantations DIR MED	surf. m2	pkgs	PP (CDI)	PP (CDD)	ratio m2/PP	Loyer HT HC € base 2012	prix/m2 € HT HC	prochaine échéance (si ≠ de fin de bail)	Fin de bail
Languedoc-Roussillon									
NIMES DIR-CRA	1 993	oui	75	15	22	267 526	134		20/11/2018
ST-ESTEVE CRA	595	15	12	3	40	47 700	80	30/06/2018	30/06/2021
VILLENEUVE LES BEZIERS CRA	1 652	40	34	7	40	244 766	148		31/12/2021
Provence-Alpes-Côte d'Azur									
EGUILLES CRA	987		42	8	20	111 531	113	31/12/2017	31/12/2020
MARSEILLE CRA	1 417	20	35	7	34	247 071	174		01/09/2019
Corse									
BORGIO	120		1		120	9 100	76		31/12/2013
TOTAL SURFACES MED	6 764		199	40	28	927 694			

6.2. Diagnostic

L'interrégion bénéficie de centres récents, de taille suffisante et bien équipés. Une difficulté subsiste en Corse.

6.2.1. Région Languedoc-Roussillon (111 ETPT CDI correspondant à 121 personnes physiques)

Direction interrégionale MED et Centre de recherche archéologiques de Nîmes
(1 993 m²)
561 rue Etienne Lenoir, Km Delta, 30900 Nîmes

Le site de Nîmes ouvert en 2008, répond aux besoins de la région. Il abrite également la direction interrégionale.

Centre de recherches archéologiques de St-Estève (595 m²)
rue du Fer à Cheval - ZAE La Mirande, 66240 St-Estève

Ce centre de recherches archéologiques dans lequel l'Inrap s'est installé en juillet 2012 remplace celui de Perpignan, vétuste et inadapté (surfaces insuffisantes et très limitées pour le traitement du mobilier archéologique ainsi que le stockage des collections archéologiques et des matériels de fouille).

Des travaux préalables à l'entrée en jouissance des locaux ont permis d'adapter les espaces existants à l'activité de l'Inrap : cloisonnement au rez-de-chaussée, installation de salles de travail techniques et de bureaux à l'étage, etc.

Le bail civil professionnel est assorti d'une période ferme de 6 ans, qui viendra à échéance en juin 2018.

***Centre de recherches archéologiques de Villeneuve-les-Béziers (1 652 m²)
Parc Actipolis, 34420 Villeneuve-les-Béziers***

Le site de Villeneuve-les-Béziers ouvert en 2010 répond parfaitement aux besoins de l'activité.

6.2.2. Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (70 ETPT CDI correspondant à 77 personnes physiques)

***Centre de recherches archéologiques d'Eguilles (987 m²)
105 rue Serpentine, ZA Eguilles, 13510 Eguilles***

Le centre d'Eguilles, qui vient en remplacement de celui de Venelles, qui était inadapté, exigü, voire insalubre, est opérationnel depuis début 2012.

Des travaux préalables à la prise de possession des lieux, accomplis par le bailleur et justifiant un surloyer annuel pendant six ans, ont bien adapté les espaces existants à l'activité de l'Inrap, lesquels répondent à son cahier des charges.

Le bail commercial qui a été conclu est assorti d'une période ferme de 6 ans, qui vient à échéance en décembre 2017.

***Centre de recherches archéologiques de Marseille (1 417 m²)
Plateforme logistique d'Arenc, 14 rue d'Anthoine, 13002 Marseille***

L'Inrap a pris à bail en mai 2010 pour une durée ferme de neuf ans des locaux rénovés et reconditionnés selon ses besoins spécifiques (à ce titre, il acquitte auprès du propriétaire qui a fait l'avance du coût des travaux un surloyer annuels pendant trois ans).

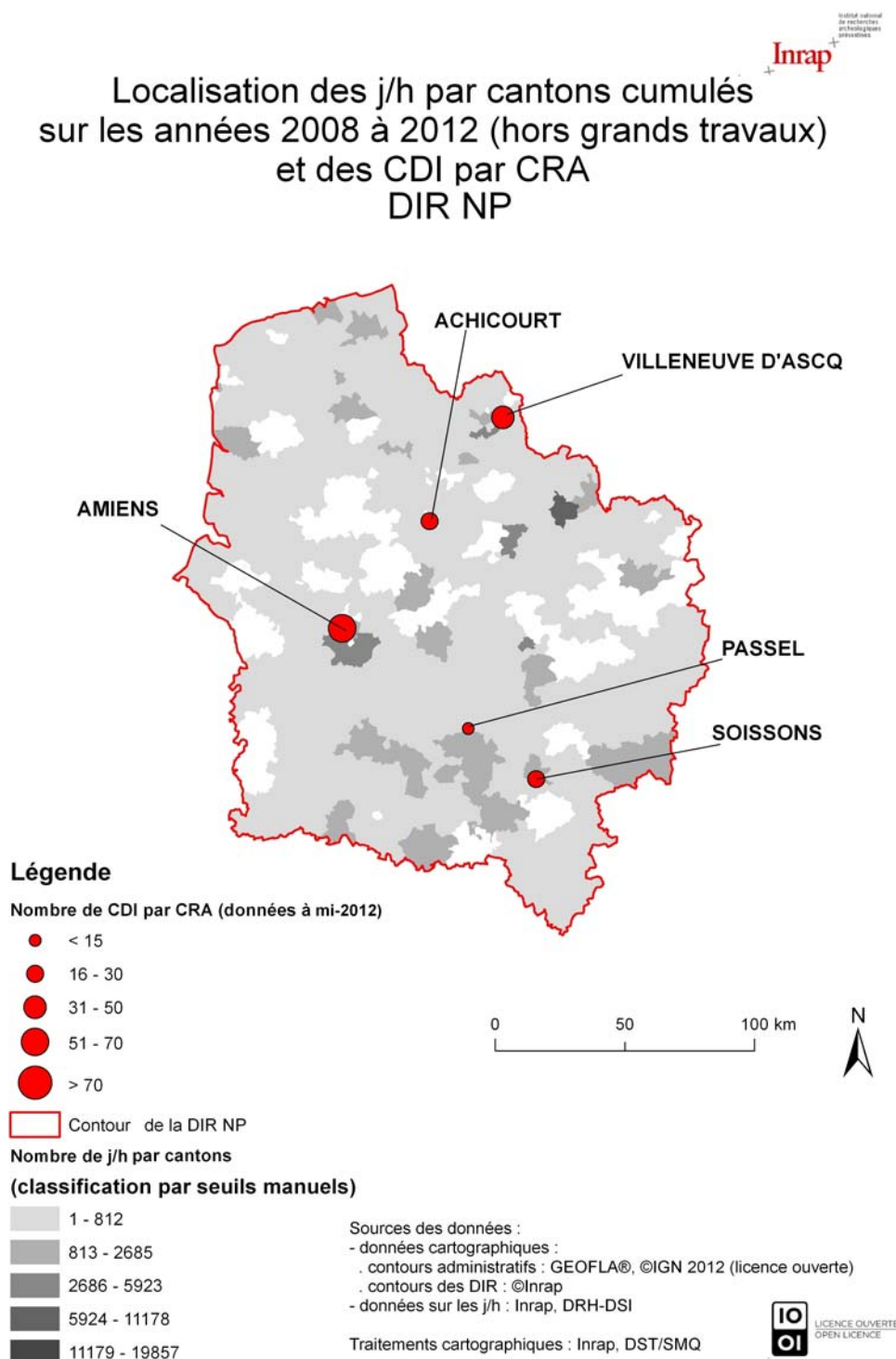
6.2.3. Région Corse (1 ETPT CDI correspondant à 1 personne physique)

***Base de Borgo (120 m²)
Parcelle C1231, 20290 Borgo***

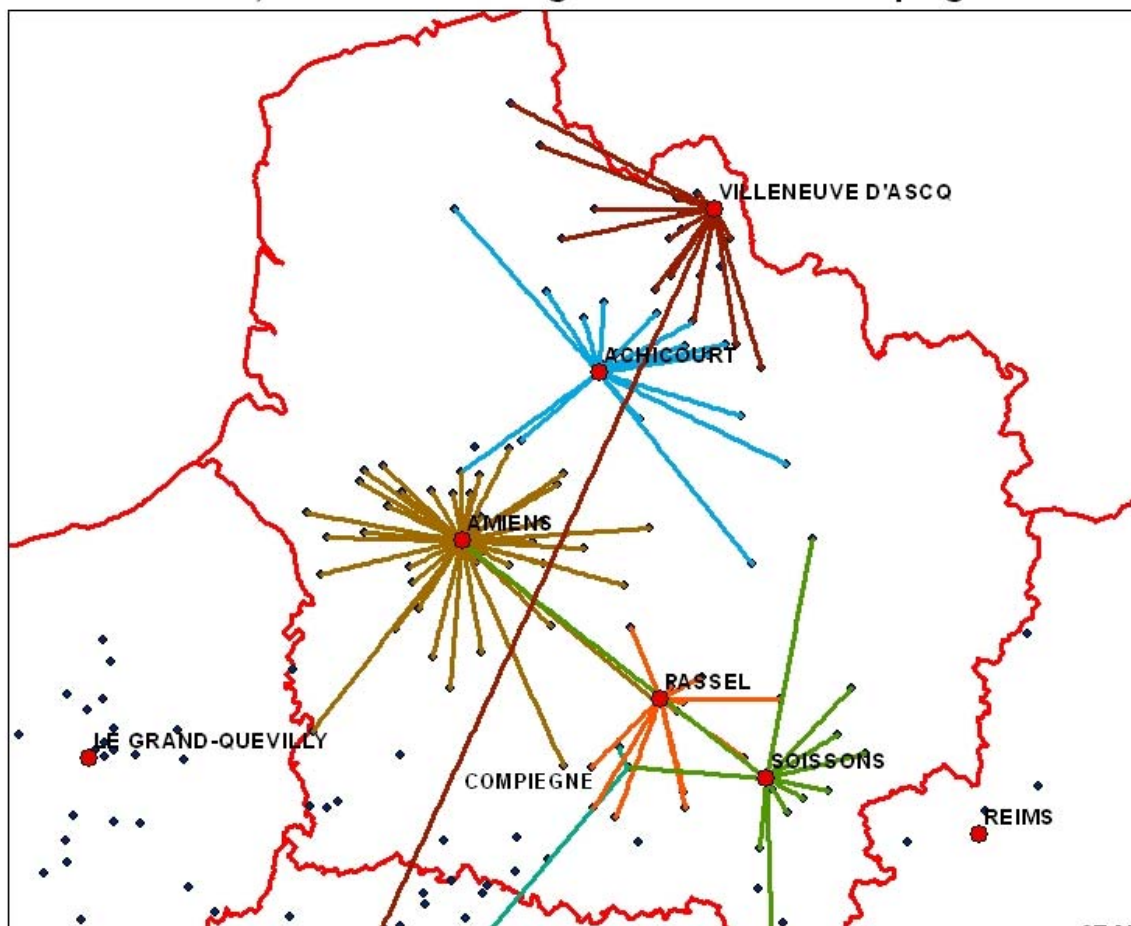
L'Inrap dispose depuis 2008 de locaux dans une maison d'habitation à Borgo qu'il loue à la Collectivité territoriale de Corse aux termes d'une convention d'occupation renouvelable chaque année. Ce bâtiment isolé et mal adapté à l'activité archéologique doit être mis en vente et en conséquence libéré au 31 décembre 2013.

7. Annexe 7. Direction interrégionale Nord-Picardie (NP)

Cette direction recouvre 31.814 km², représente 9,1 % de l'activité opérationnelle totale 2012 de l'Inrap et compte 10 % de ses agents (2012 - hors siège).



**Distances théoriques entre résidences familiales
et résidences administratives des agents pour la métropole
Centres d'Achicourt, d'Amiens, de Villeneuve d'Ascq,
de Passel, de Soissons et agents affectés à Compiègne**



Légende

- Résidences administratives
- Villeneuve_d'Ascq
- Soissons
- Passel
- Compiègne
- Amiens
- Achicourt
- ♦ Résidences familiales
- Contours de DIR

0 12.5 25 50 km



Source des données :

Contours des DIR et données géographiques communales : GEOFLA®, ©IGN, 2011

Données sur les résidences : Inrap/DRH

Traitement des données et réalisation cartographique : Inrap/DST/SMQ

NB : La réalisation des cartes a nécessité une vérification des données initiales et des résultats de leur traitement. Malgré l'attention portée à cette vérification, les résultats présentés doivent être lus et interprétés avec précaution.

Novembre 2012

7.1. Situation des baux en cours

Implantations DIR NP	surf. m2	pkgs	PP (CDI)	PP (CDD)	ratio m2/PP	Loyer HT HC € base 2012	prix/m2 € HT HC	prochaine échéance (si ≠ de fin de bail)	Fin de bail
Nord-Pas de Calais									
ACHICOURT CRA	950	33	25	5	32	74 333	78		04/06/2020
VILLENEUVE D'ASCQ CRA	1 932	oui	46	10	35	118 405	61		30/06/2016
Picardie									
AMIENS DIR&CRA	2 219		73	15	25	182 124	82		31/10/2013
PASSEL CRA	685		13	3	43	42 705	62		30/01/2017
SOISSONS CRA	900		18	4	41	50 000	56		31/12/2021
VILLERS BRETONNEUX Dépôt	846		0		-	18 053	21		31/03/2014
TOTAL SURFACES NP	7 532		175	37	36	485 620			

7.2. Diagnostic

7.2.1. Région Picardie (94 ETPT CDI correspondant à 104 personnes physiques)

Direction interrégionale NP et Centre de recherches archéologiques d'Amiens (2 219 m²)

515 rue St-Fuscien, 80090 Amiens

C'est le principal centre de la région, ainsi que le siège de la direction interrégionale.

Des travaux d'aménagement dans les locaux techniques et de stockage de l'outillage ont optimisé les espaces et permis la création de bureaux supplémentaires. Le site présente toutefois le défaut d'être extrêmement éclaté, les différents espaces le composant ne communiquant pas tous ensemble. Le bail expire le 30 octobre 2013.

Centre de recherches archéologiques de Passel (685 m²)

Parc d'activités, avenue du Parc, 60400 Passel

Il dispose des espaces nécessaires pour le traitement du mobilier archéologique dans des conditions globalement satisfaisantes. Le bail expire le 30 janvier 2017.

Centre de recherches archéologiques de Soissons (900 m²)

Abbaye St-Jean-des-Vignes, 3 impasse du Commandant Gérard, 02200 Soissons

La restauration de l'aile de l'abbaye St-Jean-des-Vignes appartenant à la ville de Soissons qui abrite l'Inrap est engagée, l'institut continuant à y exercer ses activités. Les conditions de travail des agents aujourd'hui très dégradées seront, au terme des travaux, très satisfaisantes, avec 430 m² de bureaux, 230 m² d'espaces de travail, le restant de la surface en circulations. Le bail, en attente de régularisation une fois les travaux de restauration achevés, portera sur une période ferme de 9 ans, avec une échéance *a minima* au 31 décembre 2021.

***Dépôt de Villers-Bretonneux (846 m²)
11 bis rue de Péronne, 80800 Villers-Bretonneux***

Ce dépôt, vétuste, éloigné du centre de recherches archéologiques d'Amiens, abrite de l'outillage de fouille ainsi que du mobilier archéologique en attente de prise en charge par l'État.

Le bail de ce dépôt expire le 31 mars 2014.

7.2.2. Région Nord-Pas de Calais (64 ETPT CDI correspondant à 71 personnes physiques)

***Centre de recherches archéologiques d'Achicourt (950 m²)
7 rue Pascal, 62217 Achicourt***

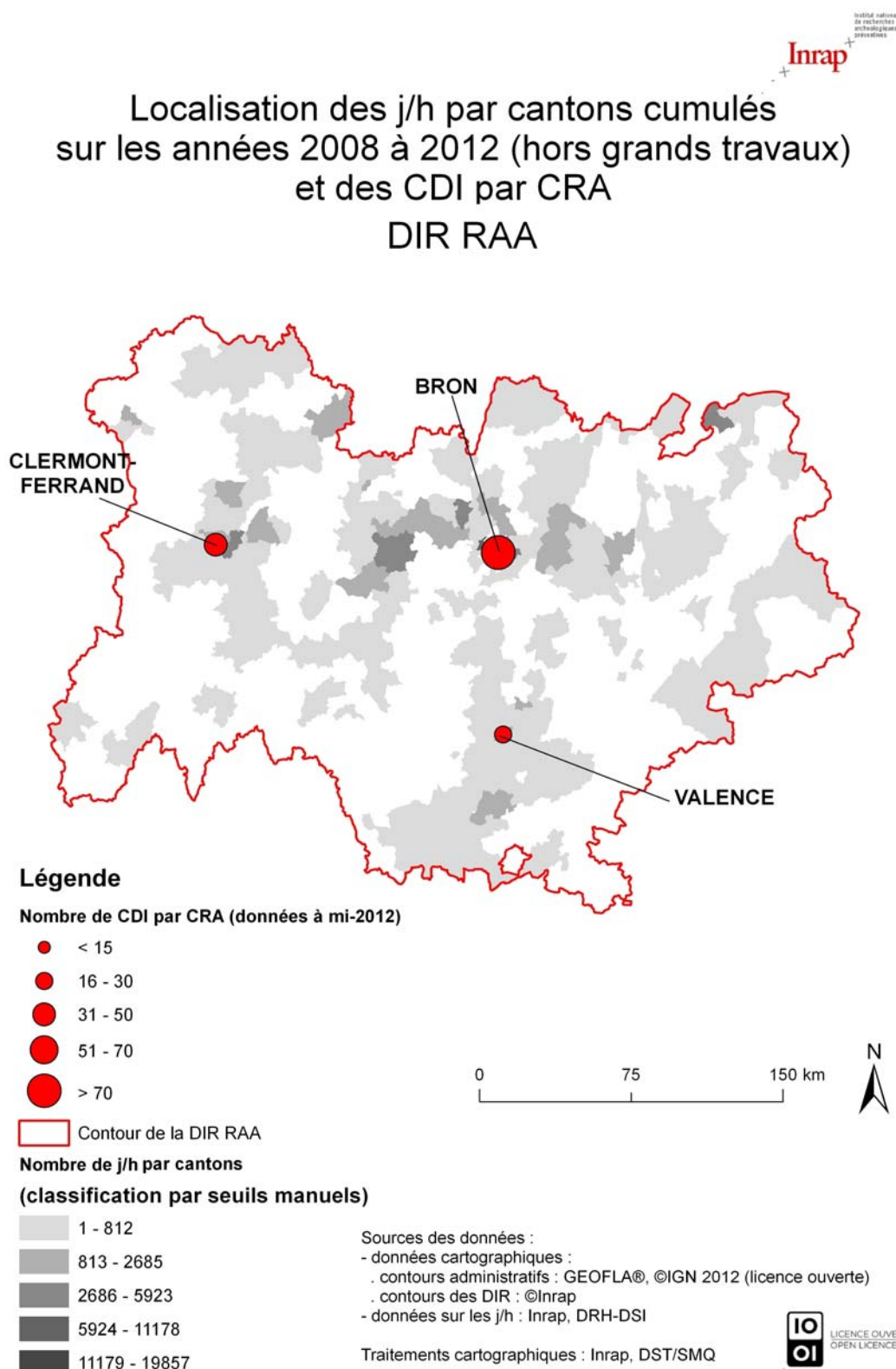
Ce centre a été ouvert en juin 2011, des travaux réalisés par le propriétaire avant l'occupation des locaux par l'institut offrant aux agents qui y sont affectés de très bonnes conditions de travail. Le bail, d'une durée ferme de neuf ans, expire le 4 juin 2020.

***Centre de recherches archéologiques de Villeneuve-d'Ascq (1 932 m²)
ZI de la Pilaterie, 11 rue des Champs, 59650 Villeneuve-d'Ascq***

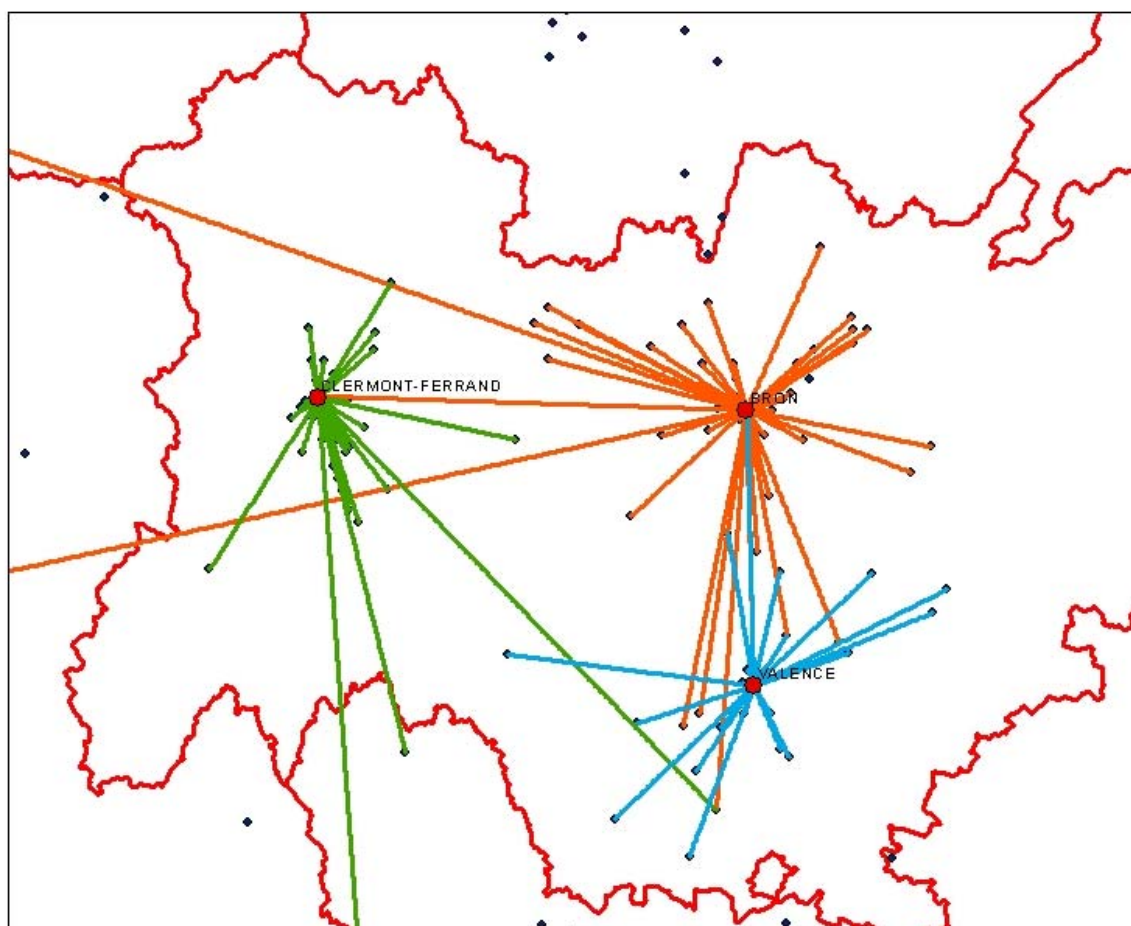
C'est le principal centre archéologique de la région. Des travaux d'aménagement sont régulièrement entrepris pour maintenir ce site au niveau des exigences de l'Inrap.

8. Annexe 8. Direction interrégionale Rhône-Alpes Auvergne (RAA)

Cette direction recouvre 69.711 km², représente 7,1 % de l'activité opérationnelle totale 2012 de l'Inrap et compte 10 % de ses agents (2012 - hors siège).



Distances théoriques entre résidences familiales et résidences administratives des agents pour la métropole Centres de Bron, de Valence, de Clermont-Ferrand



Légende

- Résidences administratives
- Valence
- Clermont-Ferrand
- Bron
- Résidences familiales
- Contours de DIR

Source des données :

Contours des DIR et données géographiques communales : GEOFLA®, ©IGN, 2011

Données sur les résidences : Inrap/DRH

Traitement des données et réalisation cartographique : Inrap/DST/SMQ

NB : La réalisation des cartes a nécessité une vérification des données initiales et des résultats de leur traitement. Malgré l'attention portée à cette vérification, les résultats présentés doivent être lus et interprétés avec précaution.

Novembre 2012

8.1. Situation des baux en cours

Implantations DIR RAA	surf. m2	pkgs	PP (CDI)	PP (CDD)	ratio m2/PP	Loyer HT HC € base 2012	prix/m2 € HT HC	prochaine échéance (si ≠ de fin de bail)	Fin de bail
Auvergne									
CLERMONT-FERRAND CRA	1 878	2200m2	49	10	32	203 365	108		31/10/2019
Rhône-Alpes									
BRON DIR-CRA	2 300	oui	99	20	19	292 503	127		31/07/2019
VALENCE CRA	1 403	40	25	5	47	152 401	109		30/11/2021
TOTAL SURFACES RAA	5 581		173	35	27	648 269			

8.2. Diagnostic

8.2.1. Région Rhône-Alpes (112 ETPT CDI correspondant à 124 personnes physiques)

Direction interrégionale RAA et Centre de recherches archéologiques de Bron (2 300 m²)
11 rue d'Annonay, 69675 Bron

Ouvert le 1^{er} août 2007, c'est le principal centre de recherches archéologiques de la direction interrégionale et il abrite le siège de celle-ci.

Des travaux d'aménagement devraient être réalisés afin d'améliorer les conditions de travail, notamment ventilation de la salle de traitement du mobilier. Les surfaces des locaux spécifiques sont insuffisantes.

D'une durée ferme de douze ans, le bail expire le 31 juillet 2019.

Centre de recherches archéologiques de Valence (1 403 m²)
6 rue Jean Bertin, 26900 Valence

Ouvert le 1^{er} avril 2010, il apparaît tout à fait adapté à l'activité. Le bail expire le 30 novembre 2021.

8.2.1. Région Auvergne (43 ETPT CDI correspondant à 49 personnes physiques)

Centre de recherches archéologiques de Clermont-Ferrand (1 878 m²)
13 bis rue Pierre Boulanger, 63000 Clermont-Ferrand

Le centre qu'occupait déjà l'Inrap à Clermont-Ferrand antérieurement à la conclusion du présent bail a fait l'objet de très importants travaux d'aménagement lors du renouvellement de celui-ci le 1^{er} novembre 2010. Ces travaux ont permis de respecter la chaîne opératoire et d'accroître les surfaces de stockage. Le bail est conclu pour une période ferme de neuf ans, soit jusqu'au 31 octobre 2019.

9. Annexe 9. Direction de projet Canal Seine – Nord Europe (CSNE)

Au regard de l'importance de l'activité archéologique entraînée par la réalisation des travaux d'aménagement du canal Seine-Nord Europe (2 450 ha), l'institut a fait le choix de créer une direction de projet rattachée directement à la direction générale de l'établissement.

Compte tenu du caractère par nature temporaire de cette opération de grande ampleur, les agents concourant à l'activité archéologique sur ce tracé restent affectés à leur direction d'origine et sont considérés comme étant en mission. Il ne s'agit donc pas d'une résidence administrative.

Cette direction représente 4,8 % de l'activité opérationnelle totale 2012 de l'Inrap.

	surf. m2	pkgs	PP (CDI)		ratio m2/PP	Loyer HT HC € base 2012	prix/m2 € HT HC	prochaine échéance (si ≠ de fin de bail)	Fin de bail
Canal Seine-Nord Europe									
CROIX-MOLIGNEAUX non pérenne	1 508		0		-	132 887	88		31/03/2015

Le bail conclu initialement par l'Inrap s'appuyait sur la durée prévue des travaux archéologiques, qui s'est trouvée étalée par les aléas inhérents à l'accessibilité totale des terrains (sur les plans administratif et technique) pour l'institut.

La prolongation du chantier a donc imposé de conserver plus longtemps cette implantation (les bâtiments qui la composent se développent sur deux niveaux autour d'une cour intérieure privative permettant l'accès et le stationnement des véhicules), bien adaptée aux besoins de l'institut, aux termes d'un nouveau bail expirant en mars 2015, l'Inrap ayant la possibilité de le dénoncer auparavant à chaque date anniversaire de sa conclusion.

10. Annexes 10. Fiches bâtementaires bureaux

Siège : Paris

DIR CIF : Pantin

DIR GSO : Bègles

PROJET

1. IDENTIFICATION	
Code du bâtiment (Code Chorus)	IDF1/161362
Code SIREPA	
Nom du site	Siège/PARIS
Numéro de rue	7
Adresse	rue de Madrid
Code postal	75008
Ville	PARIS

2. STATUT	
Propriété	☐
Location	☒
année d'échéance du bail / convention	31/03/2016
Mise à disposition gratuite	☐

3. UTILISATEURS	
INRAP	SIEGE

4. EFFECTIFS	
Effectifs physiques	157
dont effectif administratif	157
dont effectifs scientifiques et techniques	0

Commentaires

5. DESCRIPTION	
Année de construction	1900
Année de dernière réhabilitation	
Classement incendie	Tertiaire (code du travail) ▼
Catégorie	Sans objet ▼
Nbre de niveaux de surface utile (hors parking)	4
Nbre de places de parkings (s/sol)	2
Nbre de places de parkings (en surface)	0

6. SURFACES (en m²)	
Surface Hors d'Œuvre Nette (SHON)	
Surface utile brute (surface intérieure)	2836,00 m²
dont surface de bureaux	
dont surface de réunion et de documentation	112,00 m²
dont surface des salles techniques et d'études	0,00 m²
dont surface de stockage et de magasin	227,00 m²
dont stockage pour le compte de l'Etat	0,00 m²
nombre potentiel de postes de travail administratifs	165
nombre potentiel de postes de travail techniques	0
Zone inondable	Non ▼
Servitudes réelles	Oui ▼

Réfèrent / Coordinateur de collecte	
Nom	Pinglier Bernard
Téléphone	01 40 08 80 96
Adresse courriel	bernard.pinglier@inrap.fr

DONNEES ECONOMIQUES

1. DEPENSES D'EXPLOITATION ANNEE N	
Loyers	1 211 259,85
Charges locatives	207 477,63
Nettoyage des locaux	45 042,36
Entretien/réparation/Maintenance	27 359,01
Energie (eau, électricité, etc.)	27 360,63
Gardiennage	-
TOTAL	1 518 499,48

2. TOTAL DES INVESTISSEMENTS REALISES SUR 3 ANS (N-2 à N)	
Total des investissements sur 3 ans (N-2 à N)	
Entretien lourd et grosses réparations	-
Améliorations / transformations	24 956,25
Dont investissements de l'année N (entretien lourd + amélio.)	

ETAT TECHNIQUE DU BÂTIMENT

1 - STRUCTURE	
Elements porteurs	Satisfaisant ▼
Planchers	Peu satisfaisant ▼

2 - CLOS / COUVERT	
Façades	Satisfaisant ▼
Charpente	Satisfaisant ▼
Toiture	Satisfaisant ▼
Menuiseries extérieures	Peu satisfaisant ▼

3 - LOCAUX INTERIEURS	
Cloisons	Satisfaisant ▼
Menuiseries intérieures	Satisfaisant ▼
Plafond	Satisfaisant ▼
Revêtement mural	Satisfaisant ▼
Sol	Peu satisfaisant ▼

4 - CHAUFFAGE / VENTILATION / PLOMBERIE	
Production et distribution de chaleur	Satisfaisant ▼
Production et distribution de froid	Sans objet ▼
Equipements sanitaires	Satisfaisant ▼

5 - ASCENSEUR	
Equipements / appareils élévateurs	Satisfaisant ▼

6 - ELECTRICITE : Courants forts & faibles	
Courant fort	Peu satisfaisant ▼
Courant faible	Satisfaisant ▼

7 - Voirie Réseaux Distribution / ESPACES VERTS	
VRD	Satisfaisant ▼
Espaces verts	Sans objet ▼

ETAT REGLEMENTAIRE / SECURITE / SURETE		
<i>Rubrique à remplir en fonction des pièces documentaires</i>		
1 - SECURITE INCENDIE		
Existence d'un rapport de sécurité	Oui	▼
Conclusion du rapport	Très satisfaisant	▼
2 - ACCESSIBILITE pour personnes à mobilité réduite		
Accessibilité des bâtiments	Peu satisfaisant	▼
Circulations adaptées	Peu satisfaisant	▼
Ascenseurs adaptés	Peu satisfaisant	▼
Sanitaires adaptés	Mauvais	▼
3 - ESPACES SECURISES		
Protection des salles serveurs	Peu satisfaisant	▼
Protection des autres espaces sécurisés	Très satisfaisant	▼
<i>Rubrique 4 à ne remplir que si diagnostics effectués</i>		
4 - HYGIENE ET SANTE		
Présence d'amiante sous forme fibreuse	gvolant: contrôle DTA du 08-07-2011	Oui ▼
Présence d'amiante sous forme solide		Oui ▼
Présence de termites		Pas d'avis ▼
Présence de plomb		Pas d'avis ▼
5 - SURETE		
Détection anti-intrusion		Sans objet ▼
Protection d'accès au bâtiment		Satisfaisant ▼
Gardiennage		Très satisfaisant ▼
Video surveillance		Sans objet ▼
6 - TRAVAUX REGLEMENTAIRES A PREVOIR		
TOTAL		
NIVEAU DE FONCTIONNALITE DU BÂTIMENT		
1 - SITUATION GEOGRAPHIQUE ET URBAINE		
Facilité d'accès pour le personnel	Très satisfaisant	▼
Transports en commun	Très satisfaisant	▼
2 - ORGANISATION GENERALE		
Regroupement fonctionnel des services	Peu satisfaisant	▼
Espaces d'accueil	Satisfaisant	▼
Signalisation intérieure	Très satisfaisant	▼
Circulation et facilité d'accès aux services	Satisfaisant	▼
Adaptabilité des locaux (cloisonnement...)	Satisfaisant	▼
3 - ESPACES DEDIES AUX UTILISATEURS		
Qualité des équipements collectifs	Satisfaisant	▼
Accès aux archives vivantes	Satisfaisant	▼
4 - FONCTIONNALITE DES LOCAUX SPECIFIQUES		
salle de lavage et tamisage		Sans objet ▼
zone de traitement à l'eau haute pression		Sans objet ▼
salle de traitement ventilée		Sans objet ▼
salles d'études		Sans objet ▼
salles de prise de vue		Sans objet ▼
dépôt de collections		Sans objet ▼
magasin et espace atelier		Sans objet ▼
lieux de vie		Peu satisfaisant ▼
espaces annexes		Sans objet ▼
5. AMELIORATIONS SOUHAITABLES		
Création d'un espace repas		
Création d'espaces de stockage DDCC et DSI		
Accessibilité aux personnes à mobilité réduite		
Distribution électrique de la salle informatique		
Amélioration du confort thermique, acoustique et lumineux dans "le dôme"		
TOTAL		

CARACTERISTIQUES GENERALES DU BÂTIMENT

1. IDENTIFICATION

Code du bâtiment (Code Chorus)	IDF1/166382
Code SIREPA	A8A1Z001000-02
Nom du site	CIF/Pantin-Dir
Numéro de rue	31
Adresse	rue Delizy
Code postal	93600
Ville	PANTIN

2. STATUT

Propriété	☐
Location	☒
année d'échéance du bail / convention	31/12/2013
Mise à disposition gratuite	☐

3. UTILISATEURS

INRAP	DIR
-------	-----

4. EFFECTIFS

Effectifs physiques	32
dont effectif administratif	32
dont effectifs scientifiques et techniques	0

Commentaires

5. DESCRIPTION

Année de construction	1978
Année de dernière réhabilitation	
Classement incendie	Tertiaire (code du travail) ▼
Catégorie	1ère ▼
Nbre de niveaux de surface utile (hors parking)	1
Nbre de places de parkings (s/sol)	4
Nbre de places de parkings (en surface)	0

6. SURFACES (en m²)

Surface Hors d'Œuvre Nette (SHON)	
Surface utile brute (surface intérieure)	387,00 m²
dont surface de bureaux	317,00 m²
dont surface de réunion et de documentation	17,00 m²
dont surface des salles techniques et d'études	0,00 m²
dont surface de stockage et de magasin	0,00 m²
dont stockage pour le compte de l'Etat	0,00 m²
nombre potentiel de postes de travail administratifs	28
nombre potentiel de postes de travail techniques	0
Zone inondable	Non ▼
Servitudes réelles	Non ▼

Référént / Coordinateur de collecte

Nom	LOMBARDO
Téléphone	06 70 64 87 32
Adresse courriel	jean-luc.lombardo@inrap.fr

DONNEES ECONOMIQUES

1. DEPENSES D'EXPLOITATION ANNEE N

Loyers	77 141,33
Charges locatives	37 322,98
Nettoyage des locaux	10 896,59
Entretien/réparation/Maintenance	2 936,41
Energie (eau, électricité, etc.)	11 397,43
Gardiennage	7 618,52
TOTAL	147 313,26

2. TOTAL DES INVESTISSEMENTS REALISES SUR 5 ANS (N-4 à N)

Total des investissements sur 5 ans (N-4 à N)	
Entretien lourd et grosses réparations	0
Améliorations / transformations	5800
Dont investissements de l'année N (entretien lourd + amélio.)	

ETAT TECHNIQUE DU BÂTIMENT

1 - STRUCTURE

Elements porteurs	Satisfaisant ▼
Planchers	Satisfaisant ▼

2 - CLOS / COUVERT

Façades	Satisfaisant ▼
Charpente	Satisfaisant ▼
Toiture	Peu satisfaisant ▼
Menuiseries extérieures	Peu satisfaisant ▼

3 - LOCAUX INTERIEURS

Cloisons	Satisfaisant ▼
Menuiseries intérieures	Satisfaisant ▼
Plafond	Satisfaisant ▼
Revêtement mural	Satisfaisant ▼
Sol	Mauvais ▼

4 - CHAUFFAGE / VENTILATION / PLOMBERIE

Production et distribution de chaleur	Satisfaisant ▼
Production et distribution de froid	Sans objet ▼
Equipements sanitaires	Mauvais ▼

5 - ASCENSEUR

Equipements / appareils élévateurs	Peu satisfaisant ▼
------------------------------------	--------------------

6 - ELECTRICITE : Courants forts & faibles

Courant fort	Satisfaisant ▼
Courant faible	Peu satisfaisant ▼

(Manque prises RJ45)

7 - Voirie Réseaux Distribution / ESPACES VERTS

VRD	Satisfaisant ▼
Espaces verts	Sans objet ▼

ETAT REGLEMENTAIRE / SECURITE / SURETE		
<i>Rubrique à remplir en fonction des pièces documentaires</i>		
1 - SECURITE INCENDIE		
Existence d'un rapport de sécurité	Oui	▼
Conclusion du rapport	Satisfaisant	▼
2 - ACCESSIBILITE pour personnes à mobilité réduite		
Accessibilité des bâtiments	Satisfaisant	▼
Circulations adaptées	Satisfaisant	▼
Ascenseurs adaptés	Peu satisfaisant	▼
Sanitaires adaptés	Mauvais	▼
3 - ESPACES SECURISES		
Protection des salles serveurs	Peu satisfaisant	▼
Protection des autres espaces sécurisés	Sans objet	▼
<i>Rubrique 4 à ne remplir que si diagnostics effectués</i>		
4 - HYGIENE ET SANTE		
Présence d'amiante sous forme fibreuse	Pas d'avis	▼
Présence d'amiante sous forme solide	Pas d'avis	▼
Présence de termites	Pas d'avis	▼
Présence de plomb	Pas d'avis	▼
5 - SURETE		
Détection anti-intrusion	Sans objet	▼
Protection d'accès au bâtiment	Satisfaisant	▼
Gardiennage	Satisfaisant	▼
Vidéo surveillance	Satisfaisant	▼
6 - TRAVAUX REGLEMENTAIRES A PREVOIR		
TOTAL		

NIVEAU DE FONCTIONNALITE DU BÂTIMENT		
1 - SITUATION GEOGRAPHIQUE ET URBAINE		
Facilité d'accès pour le personnel	Satisfaisant	▼
Transports en commun	Très satisfaisant	▼
2 - ORGANISATION GENERALE		
Regroupement fonctionnel des services	Satisfaisant	▼
Espaces d'accueil	Mauvais	▼
Signalisation intérieure	Satisfaisant	▼
Circulation et facilité d'accès aux services	Très satisfaisant	▼
Adaptabilité des locaux (cloisonnement...)	Mauvais	▼
3 - ESPACES DEDIES AUX UTILISATEURS		
Qualité des équipements collectifs	Peu satisfaisant	▼
Accès aux archives vivantes	Satisfaisant	▼
4 - FONCTIONNALITE DES LOCAUX SPECIFIQUES		
salle de lavage et tamisage	Sans objet	▼
zone de traitement à l'eau haute pression	Sans objet	▼
salle de traitement ventilée	Sans objet	▼
salles d'études	Sans objet	▼
salles de prise de vue	Sans objet	▼
dépôt de collections	Sans objet	▼
magasin et espace atelier	Sans objet	▼
lieux de vie	Peu satisfaisant	▼
espaces annexes	Mauvais	▼
salle de documentation	Mauvais	▼
5. AMELIORATIONS SOUHAITABLES		
Plus d'espace et plus de moyens en rapports avec l'effectif		
Nouvelle implantation à prévoir rapidement		
TOTAL		

CARACTERISTIQUES GENERALES DU BÂTIMENT

1. IDENTIFICATION

Code du bâtiment (Code Chorus)	AQU/164632
Code SIREPA	E8E1Z001000-02
Nom du site	GSO/Bègles
Numéro de rue	210
Adresse	Cours Victor-Hugo
Code postal	33130
Ville	BEGLES

2. STATUT

Propriété	☐
Location	☒
année d'échéance du bail / convention	31/05/2017
Mise à disposition gratuite	☐

3. UTILISATEURS

INRAP	DIR
-------	-----

4. EFFECTIFS

Effectifs physiques	20
dont effectif administratif	20
dont effectifs scientifiques et techniques	0

Commentaires

5. DESCRIPTION

Année de construction	1875
Année de dernière réhabilitation	2008
Classement incendie	Tertiaire (code du travail) ▼
Catégorie	1ère ▼
Nbre de niveaux de surface utile (hors parking)	3
Nbre de places de parkings (s/sol)	
Nbre de places de parkings (en surface)	14

6. SURFACES (en m²)

Surface Hors d'Œuvre Nette (SHON)	618,00 m²
Surface utile brute (surface intérieure)	535,00 m²
dont surface de bureaux	260,00 m²
dont surface de réunion et de documentation	42,00 m²
dont surface des salles techniques et d'études	35,00 m²
dont surface de stockage et de magasin	0,00 m²
dont stockage pour le compte de l'Etat	0,00 m²
nombre potentiel de postes de travail administratifs	27
nombre potentiel de postes de travail techniques	0
Zone inondable	Non ▼
Servitudes réelles	Non ▼

Réfèrent / Coordinateur de collecte

Nom	
Téléphone	
Adresse courriel	

DONNEES ECONOMIQUES

1. DEPENSES D'EXPLOITATION ANNEE N

Loyers	62 604,91
Charges locatives	27 238,68
Nettoyage des locaux	5 217,24
Entretien/réparation/Maintenance	1 830,75
Energie (eau, électricité, etc.)	14 481,43
Gardiennage	-
TOTAL	111 373,01

2. TOTAL DES INVESTISSEMENTS REALISES SUR 5 ANS (N-4 à N)

Total des investissements sur 5 ans (N-4 à N)	
Entretien lourd et grosses réparations	
Améliorations / transformations	87000
Dont investissements de l'année N (entretien lourd + amélio.)	

ETAT TECHNIQUE DU BÂTIMENT

1 - STRUCTURE

Elements porteurs	Satisfaisant ▼
Planchers	Satisfaisant ▼

2 - CLOS / COUVERT

Façades	Satisfaisant ▼
Charpente	Satisfaisant ▼
Toiture	Satisfaisant ▼
Menuiseries extérieures	Satisfaisant ▼

3 - LOCAUX INTERIEURS

Cloisons	Satisfaisant ▼
Menuiseries intérieures	Satisfaisant ▼
Plafond	Satisfaisant ▼
Revêtement mural	Satisfaisant ▼

4 - CHAUFFAGE / VENTILATION / PLOMBERIE

Production et distribution de chaleur	Satisfaisant ▼
Production et distribution de froid	Sans objet ▼
Equipements sanitaires	Peu satisfaisant ▼

5 - ASCENSEUR

Equipements / appareils élévateurs	Sans objet ▼
------------------------------------	--------------

6 - ELECTRICITE : Courants forts & faibles

Courant fort	Satisfaisant ▼
Courant faible	Satisfaisant ▼

7 - Voirie Réseaux Distribution / ESPACES VERTS

VRD	Satisfaisant ▼
Espaces verts	Satisfaisant ▼

Rubrique à remplir en fonction des pièces documentaires

1 - SECURITE INCENDIE		
Existence d'un rapport de sécurité	Non	▼
Conclusion du rapport	Très satisfaisant	▼

2 - ACCESSIBILITE pour personnes à mobilité réduite		
Accessibilité des bâtiments	Mauvais	▼
Circulations adaptées	Mauvais	▼
Ascenseurs adaptés	Sans objet	▼
Sanitaires adaptés	Mauvais	▼

3 - ESPACES SECURISES		
Protection des salles serveurs	Satisfaisant	▼
Protection des autres espaces sécurisés	Sans objet	▼

Rubrique 4 à ne remplir que si diagnostics effectués

4 - HYGIENE ET SANTE		
Présence d'amiante sous forme fibreuse	Non	▼
Présence d'amiante sous forme solide	Non	▼
Présence de termites	Non	▼
Présence de plomb	Non	▼

5 - SURETE		
Détection anti-intrusion	Satisfaisant	▼
Protection d'accès au bâtiment	Satisfaisant	▼
Gardiennage	Sans objet	▼
Video surveillance	Sans objet	▼

6 - TRAVAUX REGLEMENTAIRES A PREVOIR		
TOTAL		

NIVEAU DE FONCTIONNALITE DU BÂTIMENT

1 - SITUATION GEOGRAPHIQUE ET URBAINE		
Facilité d'accès pour le personnel	Très satisfaisant	▼
Transports en commun	Satisfaisant	▼

2 - ORGANISATION GENERALE		
Regroupement fonctionnel des services	Satisfaisant	▼
Espaces d'accueil	Satisfaisant	▼
Signalisation intérieure	Satisfaisant	▼
Circulation et facilité d'accès aux services	Peu satisfaisant	▼
Adaptabilité des locaux (cloisonnement...)	Satisfaisant	▼

3 - ESPACES DEDIES AUX UTILISATEURS		
Qualité des équipements collectifs	Satisfaisant	▼
Accès aux archives vivantes	Satisfaisant	▼

4 - FONCTIONNALITE DES LOCAUX SPECIFIQUES		
salle de lavage et tamisage	Sans objet	▼
zone de traitement à l'eau haute pression	Sans objet	▼
salle de traitement ventilée	Sans objet	▼
salles d'études	Sans objet	▼
salles de prise de vue	Sans objet	▼
dépôt de collections	Sans objet	▼
magasin et espace atelier	Sans objet	▼
lieux de vie	Sans objet	▼
espaces annexes	Sans objet	▼
salle de documentation	Sans objet	▼

5. AMELIORATIONS SOUHAITABLES		
accessibilité handicapés		
TOTAL		